

INDEX ANALYTIQUE

(Les chiffres renvoient aux numéros des paragraphes.)

— A —

Absolution, 48.1-48.7

Condition, 48.1, 48.2

Conséquence indirecte, 48.7

Détermination de la peine

Intérêt de l'accusé, 48.1, 48.3

Intérêt public, 48.1, 48.4, 48.5

Objectif de dénonciation, 48.4, 48.6

Objectif de dissuasion, 48.4, 48.6

Pondération, 48.7

Effet, 48.2

Nature, 48.1, 48.2

Abus de procédures

Contrôle des tribunaux, 20.42-20.71

Application de la Charte, 20.45-20.48, 20.55

Arrêt des procédures, 20.42-20.70

Atteinte à l'équité du procès, 20.49, 20.51-20.53

Atteinte à l'intégrité du système de justice, 20.49, 20.51-20.53

Cas les plus manifestes, 20.44, 20.45

Catégories d'abus de procédures, 20.49-20.53

Common law, 20.42, 20.45, 20.48

Compétence inhérente, 20.42, 20.46

Comportement grave, 20.64-20.67

Critères, 20.49-20.54

Destruction de preuve, 20.68

Infraction prescriptible, 20.69, 20.70

Mauvais traitement de l'accusé, 20.61-20.63

Pouvoir discrétionnaire du juge, 20.43

Procès successifs, 20.55-20.60

Réparation autre que l'arrêt des procédures, 20.71

Accord de réparation pour les organisations, 17.3, 17.27-17.29

Condition, 17.27, 17.29

Intérêt public, 17.28

Règles applicables, 17.3

Accusation, 20.1-20.79

Dénonciation, 19.21, 20.1-20.27

Acte lié, 20.4, 20.5

Citation à comparaître, 20.13-20.17

Comparution, 19.21, 20.1

Contenu, 20.4

Délai, 19.21, 20.13, 20.14

Intervention du ministère public, 20.2

Lieu, 20.6, 20.7

Moyen de télécommunication, 20.16

Promesse de comparaître, 20.13-20.17

Retrait par le ministère public, 20.38

Dénonciation par un citoyen, 20.21-20.27

Décision, 20.24

Intervention du procureur général, 20.23, 20.26, 20.27

Préenquête obligatoire, 20.9, 20.21

Refus de lancer la poursuite, 20.24, 20.25

Dénonciation par un policier, 20.18-20.20

Droit d'être informé de l'infraction reprochée, 23.27, 25.56-25.58

Lancement de la poursuite, 20.8-20.27

Préenquête, 20.11, 20.12, 20.21

Requête pour réunion ou division, 28.274-28.281

Voir aussi **Acte d'accusation** ; **Requête préliminaire**

Accusé, 9.36-9.111

Accusé sans avocat

Devoir d'assistance du juge, 26.25-26.33

Conduite de la défense, 9.36-9.39

Application de la Charte, 26.31

Rôle limité, 9.37-9.39

Représentation, 9.2-9.6

Droit à l'avocat, 9.3, 9.86-9.111

Droit d'être représenté par une personne non membre d'un barreau, 9.5

Droit de révoquer le mandat de l'avocat, 9.4

Droit de se représenter seul, 9.2, 9.3

Nomination d'un *amicus curiae*, 9.4, 9.42

Voir aussi **Charte ; Choix du mode de procès ; Déclaration antérieure de l'accusé ; Défense pleine et entière ; Droit à l'avocat ; Droit à l'interprète ; Droit au silence ; Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention ; Droit d'être jugé dans sa langue maternelle ; Juge ; Présence de l'accusé au procès ; Présomption d'innocence ; Procès équitable ; Procureur de l'accusé ; Protection contre l'auto-incrimination ; Protection contre la contraignabilité de l'accusé ; Témoignage de l'accusé**

Acte criminel

Circonscription territoriale, 5.108, 5.111
 Compétence des tribunaux, 5.57, 5.58, 5.61, 5.64, 5.65, 5.70, 5.73, 5.77
 Type de procès, 5.61, 5.64, 5.65, 5.70, 5.73, 5.77
 Distinction avec infraction sommaire, 5.44, 5.45, 5.51
 Infraction mixte ou hybride, 5.50
 Présomption, 5.54

Voir aussi **Appel ; Choix du mode de procès ; Prescription**

Acte d'accusation, 25.1-25.58

Acte direct, 20.33-20.37
 Absence d'enquête préliminaire, 20.33, 20.34, 20.36
 Application de la Charte, 20.36
 Motif pour agir, 20.35
 Chef d'accusation, 25.1-25.6
 Meurtre, 25.6
 Pouvoir discrétionnaire du poursuivant, 25.2-25.5
 Contenu, 25.1-25.6
 Demande de détails additionnels, 25.26, 25.27
 Dépôt, 25.1
 Droit d'être informé de l'infraction reprochée, 23.27, 25.56-25.58
 Exigence de rédaction, 25.7-25.38
 Crime de complot, 25.17-25.19
 Détail suffisant, 25.8-25.11, 25.21-25.24
 Détail superflu, 25.28, 25.34-25.38
 Élément constitutif de l'infraction, 25.20, 25.21, 25.33
 Élément non requis, 25.23-25.25
 Notion de seule affaire, 25.14
 Référence à une seule affaire, 25.12-25.16
 Règle, 25.7-25.10
 Série d'incidents, 25.14-25.16
 Poursuivant lié par l'acte d'accusation, 25.28-25.33
 Détail superflu, 25.28, 25.34-25.38

Théorie de cause, 25.31, 25.32

Recours contre un chef d'accusation défectueux, 25.39-25.55

Annulation, 25.42-25.45

Division, 25.40, 25.41

Modification en appel, 25.50-25.55

Modification en première instance, 25.46-25.49

Voir aussi **Accusation**

Acte manifeste

Compétence territoriale
 Infraction commise dans une autre province, 5.103, 5.104
 Complot
 Exception au oui-dire, 44.57-44.62

Admissibilité de la preuve

Déclaration antérieure de l'accusé, 38.23, 38.130-38.135
 Admissibilité à l'égard de son auteur, 38.136, 38.137
 Appel, 38.25
 Authenticité, 38.132
 Consignation, 38.141
 Contexte, 38.142
 Contre-interrogatoire, 38.128
 Déclaration incriminante et disculpatoire, 38.139
 Déclarations successives, 38.152-38.155
 Élément préjudiciable, 38.140
 Enregistrement audio ou vidéo, 38.135
 Preuve dérivée, 38.147-38.151
 Preuve préconstituée, 38.143-38.146
 Statut de la personne recevant la déclaration, 38.134
 Témoin utile, 38.131
 Utilisation par l'accusé, 38.143-38.146
 Utilisation par la poursuite, 38.136-38.142
 Véracité, 38.133
 Voir-dire de common law, 38.24, 38.26, 38.130-38.135
 Pertinence, 36.1-36.4
 Application de la Charte, 36.2
 Common law, 36.1, 36.2
 Meilleure preuve, 36.3
 Principe, 36.1
 Valeur probante et effet préjudiciable, 36.2
 Pouvoir du juge, 26.10, 36.4
Voir aussi **Preuve ; Voir-dire**

Admission, 37.1-37.5

- Admission commune, 37.3
- Définition, 37.1
- Ouï-dire, 37.1
- Poids de l'admission formelle, 37.4
- Poids de l'admission informelle, 37.4, 37.5
- Rôle de la poursuite et de la défense, 37.2

ADN

Voir **Prélèvement à des fins d'analyse génétique**

Adolescent

Voir **Système de justice pénale pour les adolescents**

Agent de la paix

Voir **Police**

Alcool au volant

Voir **Test d'intoxication au volant**

Amende, 48.76-48.90

- Combinaison avec une autre peine, 48.77
- Défaut de paiement, 48.86-48.90
 - Emprisonnement, 48.89, 48.90, 48.109
 - Païement partiel, 48.90
 - Récupération des montants, 48.87, 48.88
- Détermination du montant, 48.79, 48.80
 - Montant maximal, 48.77
- Ordonnance détaillée, 48.84, 48.85
 - Modification, 48.85
- Organisation, 48.78
- Païement
 - Affectation de la somme, 48.76
 - Modalité, 48.84
 - Travaux compensatoires, 48.81-48.83
- Produits de la criminalité, 15.34-15.39

Ami de la cour (*amicus curiæ*)

- Assistance inadéquate, 9.109
- Honoraires, 26.7
- Nomination par le juge, 3.37, 9.4, 9.42, 26.5-26.7, 26.26
 - Appel, 51.109, 51.110
 - Nature du mandat, 26.6
- Privilège de l'informateur de police, 43.36, 43.39, 43.40

Analyse d'ADN

Voir **Prélèvement à des fins d'analyse génétique**

Antécédents judiciaires

- Audition sur la détermination de la peine, 46.42-46.44
- Contre-interrogatoire de l'accusé sur ses antécédents judiciaires, 40.38-40.49
 - Absolution, 40.40
 - Application de la Charte, 40.47
 - Caractéristiques pertinentes, 40.43-40.46
 - Demande d'exclusion, 40.49
 - Pouvoir discrétionnaire du juge, 40.47
 - Preuve limitée, 40.41, 40.42
 - Règle, 40.38, 40.39
 - Suspension du casier judiciaire, 40.40
- Détermination de la peine, 47.60

Appel, 51.1-51.347

- Appel d'acte criminel, 51.194-51.265
 - Décès de l'accusé, 51.195, 51.196
 - Présence de l'appelant, 51.194
 - Règles de procédure, 51.197-51.207
 - Réponse aux arguments de l'appelant, 51.208
- Appel d'acte criminel par l'accusé, 51.209-51.258
 - Absence de preuve appuyant le verdict, 51.217-51.225
 - Acquittement ou nouveau procès, 51.228, 51.229, 51.247, 51.248, 51.257
 - Décision d'autorisation, 51.211, 51.212
 - Décision sur l'appel, 51.213-51.258
 - Disposition réparatrice, 51.237-51.244
 - Droit d'appel, 51.209-51.212
 - Équité du procès, 51.250-51.256
 - Erreur de droit, 51.213, 51.214, 51.236-51.248
 - Erreur judiciaire, 51.213, 51.214, 51.249-51.257
 - Évaluation de la preuve, 51.252-51.256
 - Infraction incluse, 51.258
 - Irrationalité dans le raisonnement du juge, 51.217, 51.226, 51.227
 - Irrégularité de procédure, 51.245, 51.246
 - Rejet, 51.214, 51.215, 51.237-51.244, 51.258
 - Verdict déraisonnable, 51.213, 51.216-51.235
 - Verdict incompatible, 51.230-51.235
- Appel d'acte criminel par la poursuite, 51.259-51.265
 - Décision sur l'appel, 51.261-51.265
 - Droit d'appel, 51.259, 51.260
 - Ordonnance d'arrêt des procédures, 51.259
 - Ordonnance d'avortement du procès, 51.260
 - Question de droit, 51.259

- Refus d'exercice de compétence, 51.259
- Appel d'infraction sommaire devant la Cour d'appel, 51.308, 51.320-51.328
 - Appel du jugement de la Cour supérieure, 51.308, 51.320-51.328
 - Décision d'autorisation, 51.324-51.326
 - Demande d'autorisation, 51.320-51.322
 - Pouvoir, 51.327, 51.328
 - Règles de procédure, 51.323
- Appel d'infraction sommaire devant la Cour supérieure, 51.308-51.319
 - Droit d'appel, 51.314
 - Frais, 51.319
 - Mise en liberté, 51.315
 - Pouvoir, 51.316-51.318
 - Règles de procédure, 51.309-51.313
- Appel de la peine, 51.284-51.307
 - Augmentation de la peine, 51.301
 - Droit d'appel, 51.284-51.286
 - Erreur de principe, 51.292-51.294
 - Norme d'intervention, 51.290-51.297
 - Nouvelle preuve, 51.303, 51.304
 - Peine manifestement non indiquée, 51.292, 51.295-51.297
 - Peine suite à l'annulation d'un acquittement, 51.305, 51.306
 - Règles de procédure, 51.287-51.289
 - Réincarcération, 51.307
 - Renvoi du dossier en première instance, 51.302
 - Rôle de la cour dans la disparité des peines, 51.298-51.300
 - Suspension de la peine, 51.307
- Appel mixte d'acte criminel et infraction sommaire, 51.190-51.193
 - Condition, 51.190, 51.191
- Déférence à l'égard des faits, 51.1, 51.62, 51.64, 51.66, 51.85, 51.86, 51.98, 51.149, 51.219, 51.221
- Droit d'appel, 51.1-51.41
 - Appel d'acte criminel par l'accusé, 51.209-51.212
 - Appel d'acte criminel par la poursuite, 51.259, 51.260
 - Appel d'infraction sommaire, 51.314
 - Appel de la peine, 51.284-51.286
 - Appel du poursuivant, 51.9-51.11, 51.259, 51.260
 - Appel interlocutoire, 51.6-51.8
 - Certiorari*, 52.39-52.43
 - Droit statutaire, 51.3-51.5, 51.34-51.41
 - Exercice à l'encontre du jugement, 51.1, 51.2
 - Mandamus*, 52.83-52.85
- Motivation du jugement
 - Absence de motivation, 35.5-35.10
 - Décision prononcée oralement séance tenante, 35.11
- Nomination d'un avocat, 51.184-51.189
 - Appelant non représenté, 51.184-51.186
 - Capacité financière, 51.188
 - Intérêt de la justice, 51.189
 - Règles de procédure, 51.187
 - Requête de l'appelant, 51.187
- Norme de contrôle en appel du verdict, 51.95-51.99
 - Erreur manifeste et dominante, 51.98, 51.99, 51.219, 51.233
 - Norme de la décision correcte, 51.95-51.97
- Nouvelle preuve, 51.1, 51.157-51.175
 - Admissibilité de la preuve, 51.166
 - Condition d'admissibilité, 51.161-51.165
 - Décision discrétionnaire, 51.174, 51.175
 - Diligence, 51.171-51.173
 - Forme, 51.158-51.160
 - Règles de procédure, 51.157
 - Valeur probante, 51.167-51.170
- Nouvelle question, 51.14-51.27
- Objet, 51.1
- Pouvoir d'ordonnance, 51.266-51.283
 - Arrêt des procédures, 51.267, 51.282
 - Condamnations multiples et arrêt conditionnel, 51.268
 - Continuation du procès, 51.267, 51.272-51.275
 - Mise en liberté, 51.276, 51.277
 - Modification de l'acte d'accusation, 51.283
 - Nouveau choix, 51.278-51.281
 - Nouveau procès, 51.276-51.281
 - Reprise partielle du procès, 51.269-51.271
- Pouvoir du juge et de la cour, 51.100-51.121
 - Absence de pouvoir inhérent, 51.100-51.103
 - Intervention d'un tiers, 51.111, 51.112
 - Intervention de l'avocat visé par une allégation d'assistance inadéquate, 51.113
 - Nomination d'un *amicus curiae*, 51.109, 51.110
 - Prorogation du délai d'appel, 51.119-51.121
 - Rejet sommaire de l'appel, 51.114-51.118
 - Rétractation de jugement, 51.104-51.106

- Question soulevée, 51.1, 51.43-51.94
 Affaire en cours, 51.14-51.22
 Affaire n'étant plus en cours, 51.23-51.30
 Conclusion de fait sans élément de preuve, 51.71-51.74
 Effet juridique des faits incontestés, 51.75, 51.76
 Erreur de droit, 51.57, 51.67-51.83, 51.213, 51.214, 51.236-51.248
 Erreur judiciaire, 51.91-51.94, 51.213, 51.214, 51.249-51.257
 Évaluation de la preuve, 51.67, 51.69, 51.70
 Évaluation sur un mauvais principe juridique, 51.77-51.79
 Évolution du droit, 51.14-51.21
 Nature des questions selon la loi, 51.46-51.54
 Nouvelle analyse, 51.22
 Nouvelle question, 51.14-51.22
 Nouvelle théorie, 51.31-51.33
 Omission de considérer toute la preuve, 51.68, 51.80-51.83
 Question autre, 51.91-51.94
 Question de droit, 51.43-51.72, 51.76, 51.77, 51.84, 51.85, 51.87, 51.89, 51.93
 Question de fait, 51.43, 51.45, 51.46, 51.51, 51.72, 51.88-51.90
 Question mixte de droit et de fait, 51.43, 51.55, 51.61, 51.63, 51.64, 51.84-51.87, 51.89, 51.90
 Question soulevée par la cour, 51.28-51.30
 Rapport du juge, 51.12, 51.13
 Règles des tribunaux d'appel, 51.42
 Suspension d'une décision pendant l'appel, 51.176-51.183
 Bien infractionnel, 51.178
 Dédommagement, 51.178
 Effet de l'appel, 51.176
 Produits de la criminalité, 51.178
 Suspension automatique, 51.177, 51.178
 Suspension discrétionnaire, 51.179-51.183
Voir aussi Appel devant la Cour suprême du Canada ; Erreur de droit ; Erreur judiciaire ; Mise en liberté pendant l'appel ; Verdict
- Appel devant la Cour suprême du Canada**, 51.329-51.347
 Compétence, 51.329
 Droit d'appel, 51.330-51.344
 Appel de plein droit, 51.330, 51.331, 51.333, 51.337, 51.343
 Appel sur autorisation, 51.330, 51.334, 51.336-51.340
 Pouvoir, 51.345-51.347
- Aptitude à subir le procès**, 9.70, 9.71
- Arrestation**, 18.1-18.43
 Définition, 18.1
 Protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires, 4.25, 11.8, 11.10, 11.11, 11.16, 11.33, 11.38, 11.40, 18.3, 18.5, 18.7, 18.18, 18.26, 18.27, 19.10, 19.18, 19.19, 19.21, 38.72, 38.74, 38.77, 48.39, 49.33
Voir aussi Arrestation avec mandat ; Arrestation sans mandat ; Détention provisoire ; Droit à l'avocat ; Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention ; Enquête policière ; Fouille sans mandat ; Mise en liberté par la police ; Mise en liberté provisoire
- Arrestation avec mandat**, 18.40-18.43
 Arrestation dans la maison d'habitation, 18.28-18.39
 Nécessité d'un mandat, 18.28, 18.30, 18.31, 18.35-18.39
 Exécution, 18.42, 18.43
Voir aussi Arrestation ; Mandat d'arrestation ; Mise en liberté par la police
- Arrestation sans mandat**, 18.4-18.27
 Arrestation dans la maison d'habitation
 Common law, 18.28-18.34
 Invitation de l'occupant, 18.34
 Prise en chasse, 18.28, 18.30, 18.32
 Situation d'urgence, 18.28, 18.30, 18.33, 18.34, 18.39
 Common law, 18.4, 18.17
 Erreur de droit, 18.7, 18.23
 Flagrant délit d'un acte criminel, 18.6-18.12
 Infraction sommaire, 18.7, 18.9-18.11
 Interprétation restrictive, 18.6, 18.9
 Motif raisonnable, 18.3, 18.8
 Notion de « en train de commettre », 18.7
 Odeur de cannabis, 18.10
 Présomption de légalité, 18.12
 Restriction, 18.11
 Témoin, 18.6, 18.8, 18.9
 Perpétration d'une infraction, 18.18-18.27
 Délai de détention, 18.27
 Exécution d'un mandat non valide, 18.19
 Manquement à des conditions, 18.20
 Motif raisonnable, 18.3, 18.18-18.25, 18.27

- Poursuite de l'enquête, 18.25, 18.26
- Principe, 18.18
- Renseignement obtenu d'un tiers, 18.24
- Test objectif et subjectif, 18.23
- Pouvoir du citoyen, 18.4
 - Flagrant délit d'un acte criminel, 18.6, 18.9
 - Fuite suite à un acte criminel, 18.13
 - Infraction à l'égard de ses biens, 18.14
 - Violation de la paix, 18.16
- Pouvoir du policier, 18.5, 18.7-18.12, 18.17-18.39
- Violation de la paix, 18.15-18.17
 - Définition, 18.15
- Voir aussi* **Arrestation ; Fouille sans mandat ; Mise en liberté par la police**
- Arrêt des procédures**
 - Arrêt par le procureur général, 20.39-20.41
 - Communication de la preuve, 21.58, 21.62, 21.65, 21.66
 - Provocation policière, 34.75
- Voir aussi* **Abus de procédures ; Délai raisonnable de la tenue du procès ; Prescription**
- Assistance d'un avocat**
 - Voir* **Droit à l'avocat**
- Attaque collatérale**
 - Voir* **Interdiction de l'attaque collatérale**
- Atteinte à un droit garanti par la Charte**
 - Voir* **Charte**
- Attente en matière de vie privée**
 - Voir* **Expectative de vie privée**
- Audition sur la détermination de la peine, 46.1-46.49**
 - Déclaration de la victime, 46.1, 46.33-46.41
 - Forme et contenu, 46.36-46.39
 - Obligation d'en tenir compte, 46.33, 46.34
 - Présentation, 46.40, 46.41
 - Déclaration du représentant de la collectivité, 46.35
 - Déroulement, 46.6-46.49
 - Common law, 46.6-46.10
 - Règles codifiées, 46.11-46.49
 - Droit à l'audition, 46.3-46.5
 - Application de la Charte, 46.4, 46.5
 - Audition devant un jury, 46.5
 - Preuve, 46.17, 46.22-46.28
 - Fait contesté, 46.26
 - Fait essentiel au verdict de culpabilité, 46.27
 - Fait révélé au procès, 46.28
 - Norme et qualité de la preuve, 46.22-46.25
- Preuve des comportements criminels de l'accusé, 46.1, 46.42-46.49
 - Antécédents judiciaires, 46.42-46.44
 - Autres infractions, 46.45-46.49
 - Gradation des peines, 46.42
- Procédure, 46.12-46.21
 - Ajournement, 46.12, 46.15
 - Délai, 46.13
 - Mise à l'épreuve, 46.15, 46.16
 - Motivation de la décision, 46.21
 - Pouvoir d'intervention du juge, 46.18
 - Préparation, 46.12
 - Présentation d'observations par l'accusé, 46.20
 - Programme de traitement agréé, 46.14
 - Proposition, 46.19
 - Rapport présentenciel, 46.29-46.32
- Voir aussi* **Détermination de la peine**
- Auto-incrimination**
 - Voir* **Protection contre l'auto-incrimination**
- Autorité de la chose jugée**
 - Voir* **Plaidoyer d'autrefois acquit ou convict ; Préclusion découlant d'une question déjà tranchée**
- Aveu**
 - Voir* **Confession ; Déclaration antérieure de l'accusé ; Plaidoyer de culpabilité**
- Avocat de la défense**
 - Voir* **Droit à l'avocat ; Procureur de l'accusé**
- Avocat de la poursuite**
 - Voir* **Poursuivant**
- Avortement du procès, 28.282-28.295**
 - Appel, 51.260
 - Common law, 28.283
 - Effet de l'ordonnance, 28.285
 - Influence du jury, 27.59, 27.60
 - Pouvoir discrétionnaire du juge, 28.282, 28.283, 28.285, 28.292, 28.293
 - Procès avec jury, 28.282-28.285, 28.287, 28.289-28.292
 - Procès devenu inéquitable, 28.286-28.293
 - Déférence en appel, 28.293

Exposition aux médias, 28.290
 Impasse du jury, 28.292
 Intervention auprès du jury, 28.291
 Motif d'avortement, 28.286-28.290, 28.292
 Preuve illégale et préjudiciable, 28.286-28.288
 Réparation constitutionnelle, 28.294, 28.295

— B —

Bande vidéo ou audio

Voir Preuve audiovisuelle et électronique

Banque de données génétiques

Voir Prélèvement à des fins d'analyse génétique

— C —

Casier judiciaire

Voir Antécédents judiciaires ; Clémence

Caution

Voir Mise en liberté provisoire

Certiorari, 52.14-52.55

Application, 52.15, 52.16
 Frais, 26.50
 Motif d'irrecevabilité, 52.37-52.43
 Droit d'appel, 52.39-52.43
 Pouvoir discrétionnaire du juge, 52.37, 52.38
 Motif d'ouverture, 52.17-52.36
 Absence de compétence, 52.17, 52.21
 Compétence sur l'infraction, 52.19, 52.20
 Contravention à la loi, 52.18, 52.26-52.28
 Contravention aux règles de justice naturelle, 52.17, 52.18, 52.29, 52.30
 Épuisement de la compétence, 52.23, 52.24
 Erreur de droit manifeste, 52.17
 Excès de compétence, 52.25, 52.26
 Partie à la procédure, 52.17, 52.18
 Perte de compétence, 52.18, 52.22, 52.26
 Refus d'une remise, 52.31-52.36
 Tiers à la procédure, 52.17
 Partie intéressée, 52.14, 52.15
 Procédure, 52.44-52.49
 Renvoi à procès à la suite de l'enquête préliminaire, 23.32-23.40
 Common law, 23.33

Erreur de compétence, 23.32, 23.37, 23.38
 Erreur de droit, 23.35, 23.36
 Portée du recours, 23.34
 Pouvoir de la Cour supérieure, 23.39, 23.40
 Saisie illégale, 13.112
 Tiers à la procédure, 52.14, 52.15, 52.17, 52.50-52.55
 Application de la Charte, 52.51, 52.52
 Motif d'ouverture, 52.17

Changement de venue, 28.265-28.269

Intérêt de la justice, 28.266-28.269

Charte, 4.1-4.101

Abus de procédure, 20.45-20.48
 Agent gouvernemental, 4.6-4.10
 Agent de sécurité, 4.7, 4.8
 Médecin, 4.9
 Milieu scolaire, 4.10
 Application en matière internationale, 4.11-4.23
 Agent canadien impliqué dans une enquête canadienne à l'étranger, 4.18-4.23
 Agent canadien impliqué dans une enquête étrangère, 4.15
 Agent étranger impliqué dans une enquête canadienne, 4.16, 4.17
 Principes d'extraterritorialité du droit canadien, 4.11-4.14
 Atteinte législative aux droits, 4.42-4.60
 Clause dérogatoire, 4.60
 Common law, 4.59
 Condition de validité d'une restriction, 4.48
 Fardeau de preuve, 4.47
 Politique et directive gouvernementale, 4.44, 4.45
 Règle de droit, 4.44-4.4.59
 Restriction de l'article premier, 4.42, 4.43
 Test de la limite raisonnable, 4.48-4.58
 Common law, 1.24, 3.14, 3.16, 3.19
 Ordonnance préventive, 16.17
 Domaine d'application, 4.3-4.23
 Notion d'agent gouvernemental, 4.6-4.10
 Portée extraterritoriale, 4.11-4.23
 Droit à l'avocat en cas d'arrestation ou de détention, 4.25, 9.86, 9.92, 9.94, 9.95, 9.101, 9.103, 9.106, 11.11, 11.33, 18.2, 28.179, 38.69-38.71, 38.74, 38.91-38.123.10
 Droit à l'interprète, 4.25, 9.83, 9.84

- Droit à la présomption d'innocence, 4.25, 14.70, 19.27, 34.1, 34.12-34.15, 34.17, 34.18
- Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité, 4.15, 4.22, 4.25-4.34, 4.70, 4.79, 5.18, 5.52, 5.53, 5.65, 6.19, 6.48, 6.66, 6.68, 6.70, 6.87, 6.97, 6.99, 9.7, 9.40, 9.44, 9.46, 9.50, 9.86, 9.94, 9.101, 9.106, 12.38, 14.6, 14.12, 14.13, 14.17, 14.39, 14.62, 14.70, 14.71, 15.33, 16.17, 18.2, 19.27, 19.129, 20.36, 20.40, 20.46, 20.48, 20.55, 20.79, 21.10, 21.30, 21.62, 21.63, 23.1, 23.37, 26.31, 26.54, 28.10, 28.15, 28.28, 28.31-28.40, 29.35, 29.39-29.41, 29.100, 29.101, 29.107, 29.141, 29.154, 30.4, 30.5, 32.35-32.37, 34.17, 38.16, 38.21, 38.45, 38.53-38.68, 43.6, 46.4, 46.5, 46.20, 47.7, 47.49, 47.73, 47.78, 47.91, 48.39, 49.16, 49.25, 49.32, 50.12, 51.23, 51.188
- Droit à un procès avec jury, 4.25, 5.66-5.68, 5.117, 22.15, 27.10, 27.21, 27.61, 34.68, 46.5
- Droit à un procès équitable et un tribunal impartial, 4.25, 5.16, 5.29, 5.41, 5.42, 9.77, 9.86, 9.94, 9.101, 20.79, 21.65, 26.38, 27.10, 27.13, 27.21, 28.172, 28.173, 29.2, 29.35, 29.100, 29.101, 29.107, 30.5, 32.37, 34.1, 34.13, 34.18, 40.47
- Droit à une défense pleine et entière, 9.36, 9.40, 9.41, 9.43-9.48, 21.10, 23.1
- Droit au silence, 18.2, 38.15-38.22, 38.53-38.129
- Droit d'employer le français ou l'anglais devant les tribunaux, 9.80
- Droit d'être informé de l'infraction reprochée, 23.27, 25.56-25.58
- Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention, 4.25, 11.11, 11.33, 18.2, 38.69-38.71, 38.87-38.90
- Droit d'être jugé dans un délai raisonnable, 4.25, 9.90, 19.95, 23.6, 25.57, 25.58, 28.10-28.159, 35.13, 46.13, 52.35
- Droit de bénéficier de la peine la moins sévère, 14.70, 47.84-47.86, 47.89-47.91, 51.196
- Droit de ne pas être contraint de témoigner contre soi-même, 4.25, 4.28, 30.5, 30.7-30.10, 38.54
- Droit de ne pas être jugé de nouveau suite à un acquittement, 4.25, 6.76, 14.70, 24.48, 24.52, 24.54, 24.56, 47.84, 47.89, 47.91, 51.11
- Droit de ne pas être privé sans juste cause d'une mise en liberté avec cautionnement raisonnable, 4.25, 19.10, 19.26-19.32, 19.46, 19.64, 19.67, 19.69, 19.71, 19.78
- Égalité devant la loi, 48.39, 50.12
- Exclusion de la preuve, 4.18, 4.61-4.65, 4.81, 4.85, 4.98, 11.9, 11.18, 12.61, 13.111, 13.114, 14.15, 14.39, 21.59, 23.8, 28.161, 28.172, 28.174-28.246, 36.2, 36.6, 36.7, 38.76, 38.151, 38.155, 39.19, 46.28, 51.68, 51.85, 51.86, 52.6
- Indépendance des tribunaux, 3.23, 5.16, 5.18, 5.42
- Interprétation, 4.12, 4.25, 4.57, 11.10
- Liberté d'expression, 13.94, 19.54, 29.3, 29.83, 29.86, 43.46, 43.47, 52.51
- Liberté de religion, 29.122
- Principes de justice fondamentale, 4.26-4.34
- Protection constitutionnelle, 4.1, 4.2
- Protection contre l'auto-incrimination, 4.25, 4.28, 29.42-29.64, 29.67, 29.68, 30.5, 36.9, 38.54
- Protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires, 4.25, 11.8, 11.10, 11.11, 11.16, 11.33, 11.38, 11.40, 18.3, 18.5, 18.7, 18.18, 18.26, 18.27, 19.10, 19.18, 19.19, 19.21, 38.72, 38.74, 38.77, 48.39, 49.33
- Protection contre les fouilles, perquisitions et saisies abusives, 4.17, 4.25, 4.36, 11.43, 11.61, 11.79, 12.1, 12.10, 12.25, 12.38, 12.41, 12.42, 12.51, 12.61, 13.1-13.41, 13.48, 13.50, 13.51, 13.54, 13.60, 13.61, 13.63, 13.77, 13.79, 13.80, 13.85, 13.86, 13.91, 13.94, 13.103, 13.111, 13.114, 13.139, 14.1, 14.6, 14.12, 14.13, 14.15-14.17, 14.39, 14.65, 14.70, 15.8, 17.22, 28.178, 28.264, 43.6, 43.14
- Protection contre les infractions rétroactives, 3.19, 4.25, 47.84
- Protection contre les traitements ou peines cruels et inusités, 4.25, 4.28, 4.33, 6.99, 47.4, 47.7-47.30, 47.49, 47.76, 47.78, 47.80, 47.86, 48.39, 48.91, 48.137, 49.24, 49.32, 49.35, 51.15
- Recours en cas d'atteinte aux droits et libertés, 4.15, 4.23, 4.61-4.65, 4.79, 4.81, 4.82, 4.85, 4.86, 6.63, 9.103, 13.111, 13.114, 18.5, 19.132, 20.41, 20.46, 20.47, 21.55, 21.70, 21.71, 23.6, 26.44, 26.47, 26.56, 26.57, 26.60, 47.30, 47.73, 47.74, 51.110, 52.52, 52.98
- Recours en *habeas corpus*, 52.92, 52.97, 52.107
- Renonciation à la protection constitutionnelle, 4.35-4.41
- Connaissance des conséquences, 4.38-4.40
- Consentement, 4.36-4.38
- Détention illégale, 4.37
- Étendue, 4.41
- Exigences, 4.35
- Fardeau de preuve de l'État, 4.36, 4.37
- Intimidation, 4.37
- Renonciation par le titulaire du droit, 4.35
- Voir aussi* Avortement du procès ; Communication de la preuve ; Défense pleine et entière ; Délai raisonnable de la tenue du procès ; Détermination de la peine ; Droit à l'avocat ; Droit à l'interprète ; Droit au silence ; Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention ; Droit d'être jugé dans sa langue maternelle ; Exclusion de la preuve obtenue en violation de la Charte ;

- Extradition ; Mise en liberté provisoire ; Présomption d'innocence ; Procès équitable ; Protection contre l'auto-incrimination ; Recours constitutionnel**
- Chef d'accusation**
Voir **Acte d'accusation**
- Choix du mode de procès**, 9.38, 22.1-22.17
 Acte criminel, 22.3, 22.4, 22.5
 Acte d'accusation direct, 22.13
 Choix du prévenu, 22.4-22.7
 Choix par le ministère public, 22.15
 Comparution, 22.1, 22.4
 Déclaration de culpabilité par procédure sommaire, 22.2
 Droit à un procès avec jury, 4.25, 5.66-5.68, 5.117, 22.15, 27.10, 27.21, 27.61, 34.68, 46.5
 Esquive de l'accusé, 22.17
 Formalité, 22.4-22.6
 Modification, 22.8-22.14, 22.16
 Multiples accusés, 22.7
 Refus du ministère public, 22.14
 Système de justice pénale pour les adolescents, 5.138
- Circonscription territoriale**, 5.108-5.113
 Définition, 5.108
 Division du territoire en districts judiciaires, 5.108
 Lieu des procédures, 5.108-5.113
 Acte criminel, 5.108, 5.111
 Exception, 5.108
 Exception pour plaider coupable, 5.112
 Infraction sommaire, 5.108, 5.113
- Citation à comparaître**
 Condition, 19.11
 Contenu, 19.11
 Mise en liberté, 19.1, 19.2, 19.12
- Citoyen**
 Contribution à une enquête policière, 11.2, 11.3, 39.1, 39.2
Voir aussi **Accusation ; Arrestation sans mandat**
- Classification des infractions**, 5.44-5.55
 Acte criminel, 5.44, 5.45, 5.47, 5.48, 5.51, 5.54
 Présomption, 5.54
 Contravention, 5.46
 Infraction mixte ou hybride, 5.50, 5.51, 5.54
- Infraction sommaire, 5.44, 5.45, 5.47, 5.50-5.53
 Mode de poursuite, 5.51-5.53
 Absence de choix, 5.54, 5.55
Voir aussi **Acte criminel ; Infraction sommaire**
- Clémence**, 53.4-53.14
 Clémence administrative
 Suspension du casier judiciaire, 53.4, 53.8-53.14
 Clémence royale
 Pardon, 53.4-53.7
- Coaccusé**
 Confession, 38.44, 38.45
 Protection contre l'auto-incrimination, 29.40
 Représentation de coaccusés, 9.27, 9.28
Voir aussi **Obligation de témoigner ; Procès séparé**
- Common law**
 Abus de procédure, 20.42, 20.45, 20.48
 Application en droit criminel, 3.19-3.22
 Arrestation sans mandat, 18.4, 18.17
 Maison d'habitation, 18.28-18.34
 Audition sur la détermination de la peine, 46.6-46.10
 Avortement du procès, 28.283
Certiorari, 23.33
 Communication de la preuve, 21.7
 Renseignement en la possession d'un tiers, 21.79
 Contre-interrogatoire
 Déclaration antérieure de son témoin, 39.12, 39.13, 39.30-39.33, 39.35, 39.37
 Déclaration antérieure du témoin de la partie adverse, 39.51
 Délai d'inculpation, 28.32
 Droit à l'interprète, 9.81
 Exclusion de la preuve, 28.165, 28.217
 Fouille sans mandat
 Accessoire à l'arrestation, 11.58, 11.61-11.62.1, 11.62.5, 11.62.6, 11.64
 Accessoire à la détention aux fins d'enquête, 11.29
 Frais, 26.44, 26.53
 Gestion de l'instance, 26.17
 Identification judiciaire, 14.6, 14.11
 Interprétation du droit, 3.20
Mandamus, 52.74
 Motivation du jugement, 35.2
 Moyen de défense, 3.21
 Ordonnance de *procedendo*, 28.9

- Ordonnance préventive, 16.16, 16.17
- Ouï-dire, 39.40, 39.41, 44.1, 44.16
- Exception, 44.42-44.62, 44.63-44.66, 44.68, 44.69
- Outrage au tribunal, 3.22, 26.34, 26.40
- Perquisition et saisie, 13.45, 13.48, 13.61-13.63, 13.101, 13.115
- Pouvoir d'enquête policière, 11.7, 11.8, 11.10, 11.12-11.75
- Limitation en vertu de la Charte, 11.7-11.11
- Présomption d'innocence, 34.1, 34.2
- Preuve de comportements sexuels antérieurs de la victime, 40.20, 40.23, 40.27
- Preuve dérivée, 28.233, 38.147-38.150
- Preuve reconstituée, 38.143-38.146
- Privilège de l'informateur de police, 43.27
- Privilège de la communication médecin-patient, 43.78
- Privilège de la Couronne, 43.66, 43.68
- Privilège des techniques d'enquête policière, 43.43
- Privilège non générique, 43.4
- Procédure
- Juridiction inhérente des tribunaux, 3.23, 3.24
- Procédure publique, 29.2
- Protection contre l'auto-incrimination, 30.1, 31.2
- Protection contre la contraignabilité de l'accusé, 30.7
- Protection des sources journalistiques, 43.51, 43.54, 43.55
- Protection du témoin contre l'auto-incrimination, 29.66, 29.67
- Protection du témoin vulnérable, 29.105, 29.106
- Règle des confessions, 38.23-38.52
- Rôle des décisions judiciaires, 3.5-3.18
- Charte, 1.24, 3.14, 3.16, 3.19
- Évolution, 3.16-3.18
- Obiter dictum*, 3.13
- Précédent formulé par la Chambre des lords, 3.5
- Ratio decidendi*, 3.12
- Règle du précédent, 3.7-3.11, 3.15
- Secret du délibéré, 27.64
- Secret professionnel avocat-client, 43.6
- Témoignage du conjoint de l'accusé, 29.70, 29.71
- Verdict du jury, 34.68
- Voir-dire, 36.6, 36.8, 38.130-38.135
- Voir aussi* **Règle du précédent**
- Communication de données**, 13.125-13.136
- Ordonnance générale, 13.126
- Ordonnance spécifique, 13.127-13.130
- Données de localisation, 13.129
- Données de transmission, 13.128
- Données financières, 13.130
- Identification des dispositifs de communication, 13.127
- Procédure applicable à l'ordonnance, 13.131-13.136
- Cible, 13.131
- Contenu, 13.132
- Contestation, 13.136
- Non-divulgence et confidentialité, 13.135
- Protection des communications privilégiées, 13.133
- Protection du travail journalistique, 13.134
- Validité, 13.132
- Communication de la preuve**, 21.1-21.106
- Application de la Charte, 21.30, 21.34, 21.41, 21.59, 21.62, 21.63, 21.65, 21.73, 23.1
- Réparation, 21.55, 21.70, 21.71
- Common law, 21.7
- Conservation des éléments de preuve, 21.31, 21.32
- Défense pleine et entière, 21.1, 21.2, 21.10, 21.11, 21.23, 21.36, 21.38, 21.50, 23.1
- Distinction avec le droit à la divulgation, 21.11
- Réparation, 21.54-21.73
- Droit, 21.8-21.18
- Droit constitutionnel, 21.1, 21.2, 21.6, 21.8, 21.10, 21.35, 21.53, 21.62
- Portée du droit, 21.19-21.106
- Enquête préliminaire, 21.5, 21.6
- Limite, 21.6
- Inspection et copies des documents, 21.3, 21.4
- Limite à l'obligation de divulgation, 21.19, 21.39-21.43
- Élément en possession des tiers, 21.1, 21.2, 21.7, 21.19, 21.21, 21.27-21.30, 21.40, 21.74-21.106
- Élément non pertinent, 21.19, 21.39
- Préjudice, 21.19
- Renseignement faisant l'objet d'un privilège, 21.19, 21.41-21.43
- Obligation de divulgation du poursuivant, 12.60.1, 21.19-21.38
- Discrétion sur le moment et la forme, 21.19, 21.34-21.36
- Divulgence électronique, 21.38
- Divulgence publique, 21.37
- Document original, 21.20
- Dossier d'enquête, 21.21-21.23

- Élément pertinent, 12.60.1, 21.19-21.28, 21.35, 21.39
 Point de départ de l'obligation, 21.44
 Possession du poursuivant 21.19, 21.21, 21.22, 21.27
 Présomption de pertinence, 21.22
 Restriction sur la preuve sensible, 21.36, 21.37
 Témoin, 21.28-21.30
 Utilité pour la défense, 21.24-21.26
- Obligation de la défense, 21.12-21.18
 Défense d'alibi, 21.13, 21.15-21.18
 Obligation non réciproque, 21.12
 Témoignage d'expert, 21.13, 21.14
- Prise de notes, 21.32, 21.33
- Procédure pour forcer l'exécution, 21.44-21.53
 Demande au juge de procès, 21.45-21.48
 Existence de la preuve, 21.50-21.53
 Fardeau variable des parties, 21.49
 Inventaire de la preuve, 21.53
 Justification de la non-divulgence, 21.50
- Réparation en cas de violation du droit, 21.54-21.73
 Arrêt des procédures, 21.58, 21.62, 21.65, 21.66
 Avortement du procès, 21.57
 Destruction volontaire, 21.62-21.64
 Diligence de l'accusé, 21.54
 Divulgence tardive et exclusion, 21.59
 Étape d'appel, 21.67-21.69
 Étape de première instance, 21.55-21.66
 Frais, 21.60
 Ordonnance de divulgation et ajournement, 21.57
 Perte ou destruction justifiée, 21.65
 Preuve perdue ou détruite, 21.61
 Recours civil, 21.70-21.73
- Voir aussi* **Renseignement en la possession d'un tiers**
- Communication médecin-patient**
 Privilège, 43.77-43.84
 Caractère confidentiel et pondération, 43.78-43.84
 Common law, 43.78
 Dossier thérapeutique ou médical, 43.77
 Privilège non-générique, 43.4, 43.5, 43.42
- Communication pendant le mariage**
Voir **Obligation de témoigner**
- Communication privée**
Voir **Interception des communications privées**
- Comparution**
 Arrestation avec mandat, 19.16
 Application de la Charte, 19.18-19.20
 Délai, 19.16, 19.18-19.20
 Renonciation au délai, 19.16
 Arrestation sans mandat
 Délai, 18.27
 Choix du mode de procès, 22.1, 22.4
 Dénonciation, 19.21, 20.1
 Ordonnance du juge concernant un détenu
 Détention provisoire, 19.22
 Mise en liberté provisoire, 19.22
 Ordonnance du juge concernant un non détenu, 19.24
 Tribunal compétent, 22.1
- Voir aussi* **Accusation ; Détention provisoire ; Mise en liberté provisoire**
- Compétence des tribunaux**
 Acte criminel, 5.57, 5.58, 5.61, 5.64, 5.65, 5.70, 5.73, 5.77
 Comparution, 22.1
 Confiscation, 19.142
 Cour suprême du Canada, 51.329
 Définition, 5.58-5.63
 Infraction sommaire, 5.57, 5.62, 5.63
 Juge, 5.60
 Juge de la cour provinciale, 5.59, 5.61
Loi constitutionnelle de 1867, 2.7-2.11
 Outrage au tribunal, 26.39-26.41
 Pouvoir, 5.56, 5.58, 5.59, 5.64-5.77
 Procès devant juge et jury, 5.60, 5.61, 5.64
 Procès devant juge seul, 5.61, 5.69-5.72
 Cour provinciale, 5.61, 5.73-5.77
 Cour supérieure, 5.65
 Recours constitutionnel, 4.68, 4.81-4.85
 Secret d'État, 43.68
 Tribunal inférieur, 2.8-2.11
 Tribunal pour adolescents, 5.126-5.134
 Tribunal supérieur, 2.7-2.11
- Voir aussi* **Certiorari ; Compétence inhérente ; Compétence par déduction nécessaire ; Compétence sur la personne ; Compétence territoriale ; Prohibition**
- Compétence inhérente**, 3.23-3.39
 Abus de procédures, 20.42, 20.46
 Common law, 3.23, 3.24

- Cour supérieure, 3.23, 3.26-3.31, 3.36
 - Assistance aux tribunaux inférieurs, 3.28-3.30
 - Inconstitutionnalité d'une loi, 4.68
- Frais, 26.44, 26.47, 26.53
- Gestion de l'instance, 3.25, 3.34
- Outrage au tribunal, 26.40
- Règles de pratique et de procédure, 3.31-3.39
 - Juge de paix à l'enquête préliminaire, 3.38, 3.39
- Compétence par déduction nécessaire**, 3.32, 3.36, 3.37
- Compétence sur la personne**, 5.78-5.83
 - Acquisition, 5.78-5.80
 - Perte, 5.81-5.83
- Compétence territoriale**, 5.84-5.113
 - Infraction commise à l'étranger, 5.95-5.100
 - Consentement du procureur général, 5.100
 - Portée extraterritoriale du *Code criminel*, 5.95-5.99
 - Infraction commise au Canada, 5.87-5.94
 - Lien réel et important, 5.88-5.91
 - Nature du lien, 5.92-5.94
 - Infraction commise dans une autre province, 5.101-5.107
 - Exception pour plaider coupable, 5.107
 - Infraction commise dans une autre province, 5.101
 - Lien réel et important, 5.101
 - Rattachement à une province, 5.102-5.106
 - Théorie des actes manifestes, 5.103, 5.104
 - Portée extraterritoriale, 5.86
 - Principe de territorialité, 5.85, 5.88, 5.89, 5.91
 - Exception, 5.98
- Voir aussi* **Circonscription territoriale ; Extradition**
- Complot**
 - Acte manifeste
 - Exception au ouï-dire, 44.57-44.62
- Comportement postérieur à l'infraction**, 41.1-41.8
 - Degré d'intention, 41.4, 41.5
 - Directive au jury, 41.6-41.8
 - Explication alternative, 41.3
 - Pertinence, 41.1, 41.2
 - Valeur probante, 41.2-41.4, 41.8
- Comportement sexuel antérieur de la victime**
 - Voir* **Preuve de comportements sexuels antérieurs de la victime**
- Condamnation antérieure**
 - Voir* **Antécédents judiciaires**
- Condamnation aux frais**
 - Voir* **Frais**
- Condamnations multiples**
 - Voir* **Défense de res judicata**
- Conduite indigne de l'accusé**, 40.50-40.60
 - Preuve pertinente, 40.50-40.60
 - Admissibilité, 40.54
 - Collusion des témoins, 40.58
 - Preuve circonstancielle ou narrative, 40.59
 - Preuve collatérale, 40.60
 - Valeur probante et effet préjudiciable, 40.50-40.53, 40.56, 40.57
- Voir aussi* **Faits similaires ; Preuve de mauvaise moralité**
- Conférence prédirective**, 33.1-33.4
 - Discussion préalable, 33.1
 - Participation des avocats, 33.2
 - Responsabilité du juge, 33.3, 33.4
- Voir aussi* **Directive au jury ; Jury**
- Conférence préparatoire**, 26.22-26.24
 - Force exécutoire des décisions ou engagements, 26.24
 - Pouvoir du juge, 26.22-26.24
 - Règles de procédure, 26.23, 26.24
- Confession**
 - Caractère libre et volontaire, 38.24, 38.26-38.36
 - État d'esprit conscient, 38.29-38.31
 - Menace et promesse, 38.28, 38.31-38.33
 - Oppression, 38.33, 38.34
 - Exception, 38.42-38.45
 - Coaccusé, 38.44, 38.45
 - Identification de la voix, 38.43
 - Utilisation lors du voir-dire constitutionnel, 38.42
 - Personne en autorité, 38.23, 38.36-38.41
 - Contrainte exercée par un civil, 38.40, 38.41
 - Déclaration non visée, 38.36
 - Définition, 38.37
 - Test subjectif, 38.38, 38.39
 - Règle de common law, 38.23-38.52
 - Complémentarité avec la Charte, 38.59-38.62
 - Règle découlant d'une opération Monsieur Big, 38.46-38.52

- Ruse policière, 38.35
Voir aussi **Admissibilité de la preuve ; Déclaration antérieure de l'accusé ; Opération Monsieur Big**
- Confiscation**, 15.19-15.45, 19.142-19.148
 Mise en liberté provisoire, 19.142-19.148
 Certificat de manquement aux conditions, 19.145
 Nature de l'engagement, 19.143
 Procédure de confiscation, 19.146-19.148
 Retrait volontaire de la caution, 19.144
 Tribunal compétent, 19.142
 Produits de la criminalité, 15.19-15.45
Voir aussi **Produits de la criminalité**
- Conflit d'intérêts**
 Ministère public, 8.25-8.28
 Procureur de l'accusé, 9.11, 9.17, 9.21-9.35
Voir aussi **Procureur de l'accusé**
- Conjoint de l'accusé**
Voir **Obligation de témoigner**
- Connaissance d'office**, 37.6-37.14
 Approche tribunaire des faits visés, 37.10, 37.11
 Connaissance de l'existence de préjugés, 37.14
 Connaissance du milieu, 37.13
 Instrument de mesure, 37.12
 Limite, 37.7
 Présomption irréfutable, 37.9
 Présomption réfutable, 37.8
- Contraignabilité de l'accusé**
Voir **Protection contre la contraignabilité de l'accusé**
- Contraignabilité des témoins**
Voir **Obligation de témoigner**
- Contre-interrogatoire**
 Déclaration antérieure de son témoin, 39.29-39.39
 Common law, 39.12, 39.13, 39.30-39.33, 39.35, 39.37
 Crédibilité du témoin, 39.4, 39.23, 39.27, 39.31, 39.39
 Interdiction d'attaquer la crédibilité, 39.20, 39.31
 Limite, 39.21-39.28
 Témoin hostile, 39.12, 39.13, 39.29-39.39
 Déclaration antérieure du témoin de la partie adverse, 39.51-39.58
 Common law, 39.51
- Crédibilité du témoin, 39.4, 39.56-39.58
 Déclaration d'un tiers, 39.52
 Déclaration incompatible, 39.51, 39.54, 39.56
 Preuve de la déclaration, 39.54-39.57
 Production de la déclaration, 39.58
 Témoin de la partie adverse, 39.53
- Déroulement du témoignage de l'accusé, 30.21, 30.22
 Déroulement du témoignage des témoins, 29.141-29.157
 Application de la Charte, 29.141, 29.154
 Effet de l'absence de contre-interrogatoire, 29.150
 Fait collatéral, 29.147-29.149
 Latitude, 29.144, 29.145
 Limite, 29.151-29.153
 Pertinence, 29.146
 Pouvoir du juge, 29.150-29.152, 29.154-29.157
 Rôle du contre-interrogatoire, 29.141-29.143
 Témoin récalcitrant, 29.154-29.157
 Témoin vulnérable, 29.96
 Transcription d'une déposition judiciaire antérieure, 29.153
 Utilisation d'un témoignage rendu dans une autre procédure, 29.34
Voir aussi **Antécédents judiciaires ; Interrogatoire ; Réinterrogatoire**
- Contre-preuve**, 32.19-32.27
 Autorisation du juge, 32.19
 Évaluation, 32.19, 32.20
 Distinction avec la réouverture d'enquête, 32.28
 Justification, 32.19-32.22
 Pouvoir discrétionnaire du juge, 32.19
 Réfutation d'un moyen de défense, 32.24-32.27
 Réplique de la défense, 32.23
- Cour d'appel**
Voir **Appel ; Organisation des tribunaux**
- Cour suprême du Canada**
Voir **Appel devant la Cour suprême du Canada ; Organisation des tribunaux**
- Crédibilité des témoins**
 Évaluation, 34.19-34.33
 Animosité du témoin, 34.32
 Caractère intangible de la crédibilité, 34.23, 34.24
 Déduction non fondée sur la preuve, 34.27-34.27.2
 Distinction entre crédibilité et fiabilité, 34.21, 34.22

Évaluation avec les mêmes paramètres, 34.31
 Intérêt du témoin, 34.28, 34.29
 Limite des éléments comportementaux, 34.25, 34.26
 Polygraphe, 34.33
 Préjugé et stéréotype, 34.27-34.27.2
 Témoin enfant ou vulnérable, 34.20
 Témoin impliqué, 34.30
 Motivation du jugement, 35.5

Voir aussi **Témoin à crédibilité douteuse**

Culpabilité

Voir **Plaidoyer de culpabilité**

— D —

Déclaration antérieure de l'accusé, 38.1-38.155

Aveu, 38.3, 38.4
 Déclaration d'un tiers, 38.3
 Valeur probante et effet préjudiciable, 38.3
 Droit au silence, 38.5-38.129
 Exclusion de la preuve, 28.223-28.226
 Exception de la déclaration irrésistible, 28.226
 Exception du vice de forme, 28.225
 Exclusion présomptive, 28.223, 28.224
 Obligation de décliner son identité à un policier, 38.2
 Preuve de fabrication, 34.46.1, 34.46.3
 Utilisation par l'accusé, 38.143-38.146
 Preuve préconstituée, 38.143-38.146
 Utilisation par la poursuite, 38.136-38.142
 Admissibilité à l'égard de son auteur, 38.136, 38.137
 Consignation, 38.141
 Contexte, 38.142
 Contre-interrogatoire, 38.128
 Déclaration incriminante et disculpatoire, 38.139
 Élément préjudiciable, 38.140

Voir aussi **Admissibilité de la preuve ; Confession ; Droit au silence ; Exclusion de la preuve obtenue en violation de la Charte**

Déclaration antérieure des témoins, 38.1, 39.1-39.58

Adoption du contenu, 39.11
 Application de la Charte, 39.19
 Connaissance personnelle des faits, 39.3, 39.5
 Contribution à une enquête policière, 11.2, 11.3, 39.1, 39.2
 Déclaration compatible, 39.5, 39.9, 39.58

Déclaration incompatible, 39.20-39.24, 39.26, 39.27, 39.29-39.39, 39.47, 39.49, 39.51, 39.54, 39.56
 Fabrication récente, 39.9
 Ouï-dire, 39.3, 39.5, 39.10, 39.18, 39.40, 39.41, 39.57
 Pertinence, 39.3-39.11
 Preuve d'identification préalable de l'accusé, 39.10
 Preuve de corroboration, 39.8
 Preuve narrative, 39.6-39.8

Voir aussi **Contre-interrogatoire ; Interrogatoire**

Déclaration d'inconstitutionnalité

Voir **Recours constitutionnel**

Dédommagement

Voir **Dommages-intérêts ; Ordonnance de dédommagement ; Recours constitutionnel**

Défense

Voir **Accusé ; Procureur de l'accusé**

Défense d'alibi

Communication de la preuve
 Faux alibi, 21.18
 Obligation de la défense, 21.13, 21.15-21.18
 Preuve préconstituée, 21.15

Défense de *res judicata*

Appel, 34.81
 Condamnation pour l'infraction la plus grave, 34.80, 34.81
 Distinction juridique entre infractions similaires, 34.78
 Interdiction de condamnations multiples, 34.76-34.81
 Lien factuel et juridique, 34.79
 Procédure, 34.80, 34.81

Défense pleine et entière

Droit garanti par la Charte, 9.36, 9.40, 9.41, 9.43-9.48, 21.10, 23.1
 Droit à l'information préalable, 9.44, 9.45
 Protection des autres droits, 9.46, 9.47

Voir aussi **Communication de la preuve**

Définitions

Accord, 6.23
 Accord spécifique, 6.23
 Admission, 37.1
 Adolescent, 5.128
 Arrestation, 18.1
 Circonscription territoriale, 5.108

- Communication privée, 12.7, 12.8
- Conduite, 14.21
- Cour des poursuites sommaires, 5.62
- Interception, 12.4-12.6
- Juge, 5.60
- Juge de la cour provinciale, 5.59
- Oui-dire, 44.3-44.6
- Personne en situation d'autorité, 38.37
- Poursuivant, 20.28
- Préjugé, 34.27.2
- Produits de la criminalité, 15.1
- Seule affaire, 25.14
- Stéréotype, 34.27.2
- Tribunal, 5.58-5.63
- Tribunal pour adolescents, 5.127
- Vie privée, 13.4
- Violation de la paix, 18.15
- Déjudiciarisation**, 17.1-17.29
 - Accord de réparation pour les organisations, 17.3, 17.27-17.29
 - Communication d'un avertissement, 17.6, 17.7
 - Décision de recourir à la déjudiciarisation, 17.8-17.10
 - Infraction de gravité moindre, 17.2
 - Mesure de rechange pour les particuliers, 17.2-17.26
 - Pouvoir discrétionnaire du poursuivant, 17.1
- Voir aussi* **Accord de réparation pour les organisations ;**
Discrétion du poursuivant ; **Mesure de rechange ;**
Système de justice pénale pour les adolescents
- Délai raisonnable de la tenue du procès**, 28.7-28.159
 - Arrêt des procédures, 28.1, 28.7-28.159
 - Cadre d'analyse, 28.51-28.92
 - Délai imputable à la défense, 28.51, 28.68-28.78
 - Délai imputable aux circonstances exceptionnelles, 28.51, 28.79-28.92
 - Délai inférieur au plafond, 28.51, 28.98-28.102, 28.107
 - Délai présumé déraisonnable, 28.51, 28.53-28.67.1
 - Délai supérieur au plafond, 28.51, 28.103-28.105
 - Évaluation du délai, 28.51
 - Qualification du délai, 28.52
 - Question de droit, 28.52
 - Question de fait, 28.52
 - Cadre d'analyse antérieure, 28.108-28.159
 - Évaluation du délai, 28.108, 28.110-28.114
 - Préjudice, 28.108, 28.145-28.159
 - Raison du délai, 28.108, 28.121-28.144
 - Renonciation, 28.108, 28.115-28.120
 - Révision en appel, 28.109
 - Constat de la Cour suprême, 28.41-28.50
 - Complaisance, 28.44
 - Droit difficile à appliquer, 28.42, 28.43
 - Importance du droit, 28.41
 - Rôle de la défense, 28.46
 - Rôle des cours d'appel, 28.49
 - Rôle des juges, 28.47, 28.48
 - Rôle des législatures, 28.50
 - Rôle du ministère public, 28.45
 - Délai d'inculpation et l'article 7 de la Charte, 28.31-28.40
 - Appel, 28.36, 28.37
 - Common law, 28.32
 - Écoulement du temps, 28.31-28.34
 - Exigence d'un préjudice, 28.35
 - Impact des délais antérieurs à l'inculpation, 28.31-28.34
 - Délai imputable à la défense, 28.51, 28.68-28.78
 - Accusé à l'étranger, 28.76
 - Comportement et décision non visées, 28.72
 - Conduite de la défense, 28.68, 28.70-28.78
 - Conduite illégitime de la défense, 28.73, 28.73.1
 - Déférence en appel, 28.71
 - Exclusion des délais, 28.68
 - Indisponibilité de l'accusé ou de l'avocat, 28.74, 28.75
 - Nouveau procès, 28.73.1
 - Renonciation explicite ou implicite, 28.68, 28.69
 - Responsabilité totale ou partagée, 28.77, 28.78
 - Délai imputable aux circonstances exceptionnelles, 28.51, 28.79-28.92
 - Affaire particulièrement complexe, 28.80, 28.87-28.92
 - Degré de complexité, 28.87-28.92
 - Évaluation qualitative et déférence, 28.90-28.92
 - Événement distinct, 28.80, 28.83-28.86
 - Impossibilité de prévoir et de réagir, 28.83-28.86
 - Obligation de moyen, 28.81
 - Responsabilité des délais créés par le ministère public, 28.82
 - Délai inférieur au plafond, 28.51, 28.78, 28.98-28.102, 28.107
 - Affaire déjà en cours, 28.102

- Comportement proactif de la défense, 28.98, 28.99
 Délai manifestement plus long, 28.98, 28.100, 28.101
 Démonstration du caractère déraisonnable, 28.51, 28.78, 28.98
 Fardeau de la défense, 28.51, 28.78, 28.98
 Délai présumé déraisonnable, 28.51, 28.53-28.67.1
 Enquête préliminaire, 28.55, 28.56
 Exclusion de facteurs d'évaluation, 28.57, 28.58
 Exclusion des délibérés, 28.63, 28.64
 Nouveau procès, 28.67, 28.67.1
 Période couverte par l'analyse Jordan, 28.59
 Plafond, 28.55, 28.56
 Présomption, 28.53, 28.54
 Procès d'adolescent, 28.66
 Protection à l'étape de la détermination de la peine, 28.60-28.62
 Recours extraordinaire et appel, 28.67, 28.67.1
 Délai supérieur au plafond, 28.51, 28.56, 28.78, 28.79, 28.103-28.106
 Délai imputable aux circonstances exceptionnelles, 28.51, 28.79
 Justification de la poursuite, 28.51, 28.78, 28.79
 Droit garanti par la Charte, 4.25, 9.90, 19.95, 23.6, 25.57, 25.58, 28.10-28.159, 35.13, 46.13, 52.35
 Évolution du cadre d'analyse, 28.38-28.40
 Mesure transitoire exceptionnelle, 28.93-28.97
 Affaire complexe dans un district problématique, 28.97
 Application aux affaires en cours, 28.93
 Chevauchement, 28.94
 Conformité au droit antérieur, 28.95, 28.96
 Notion d'inculpé, 28.12-28.28
 Appel, 28.22-28.27
 Dénonciations successives, 28.16-28.18
 Détermination de la peine, 28.20, 28.21
 Enquête policière, 28.13, 28.14
 Inculpé après le verdict, 28.19-28.28
 Inculpé avant la dénonciation, 28.13-28.18
 Nouveau procès, 28.28
 Ordonnance de *procedendo*, 28.9
 Pouvoir du juge, 26.13, 26.14
 Réparation, 28.103-28.107
 Délai inférieur au plafond, 28.107
 Délai supérieur au plafond, 28.103-28.106
 Requête tardive, 28.51, 28.73.1
- Délinquant à contrôler**, 49.1-49.12, 49.36-49.42
 Déclaration, 49.36-49.42
 Comportement sous-jacent, 49.38
 Condition, 49.37
 Défaut de se conformer à l'ordonnance, 49.42
 Fardeau de la preuve, 49.40
 Moment de la demande, 49.36
 Peine, 49.41
 Risque élevé de récidive, 49.39
 Surveillance de longue durée, 49.41, 49.42
 Procédure, 49.1-49.12
 Appel, 49.12
 Demande de renvoi pour évaluation, 49.7, 49.8
 Infractions de sévices graves à la personne, 49.2, 49.4-49.6
 Infractions désignées, 49.2, 49.3
 Modalité de l'audition, 49.9-49.11
- Délinquant dangereux**, 49.1-49.35
 Déclaration, 49.13-49.35
 Comportement sexuel, 49.19
 Comportement violent, 49.17, 49.18
 Condition, 49.13, 49.17, 49.19, 49.20
 Défaut de se conformer à l'ordonnance, 49.27
 Étape de déclaration, 49.15-49.20
 Étape de sanction, 49.15, 49.22-49.25
 Fardeau de la preuve, 49.15
 Moment de la demande, 49.14
 Réévaluation de la peine à durée indéterminée, 49.26
 Refus de la demande, 49.21
 Renversement de fardeau, 49.20
 Surveillance de longue durée, 49.22, 49.23, 49.25-49.27
 Validité constitutionnelle, 49.16, 49.24, 49.25, 49.28-49.35
 Procédure, 49.1-49.12
 Appel, 49.12
 Demande de renvoi pour évaluation, 49.7, 49.8
 Infractions de sévices graves à la personne, 49.2, 49.4-49.6
 Infractions désignées, 49.2, 49.3
 Modalité de l'audition, 49.9-49.11
- Délinquant sexuel**
 Voir **Registre des délinquants sexuels**

Dépens*Voir Frais***Détention**

Concept, 38.72-38.86, 52.93, 52.94

Détention psychologique, 38.72, 38.74-38.77, 38.81, 38.83

Entrevue au poste de police, 38.84-38.86

Interprétation, 38.72, 38.77, 38.78

Principe, 38.72

Protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires, 4.25, 11.8, 11.10, 11.11, 11.16, 11.33, 11.38, 11.40, 18.3, 18.5, 18.7, 18.18, 18.26, 18.27, 19.10, 19.18, 19.19, 19.21, 38.72, 38.74, 38.77, 48.39, 49.33

Voir aussi **Détention pour fins d'enquête ; Détention provisoire ; Droit à l'avocat ; Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention ; Enquête policière ; Fouille ; Habeas corpus****Détention aux fins d'enquête**, 11.14-11.32

Force abusive, 11.28

Fouille accessoire à la détention, 11.17, 11.18, 11.29-11.32

Identification du crime, 11.21

Motif de l'interception, 11.14

Motif raisonnable de soupçonner, 11.22-11.27

Qualité des motifs, 11.24-11.26

Pouvoir policier, 11.17-11.20

Voir aussi **Détention ; Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention ; Fouille sans mandat****Détention provisoire**

Critères de décision, 19.59-19.84

Confiance envers l'administration de la justice, 19.65-19.84

Constitutionnalité, 19.68-19.73

Prévention de la fuite, 19.60

Protection du public, 19.61-19.64

Effet sur l'acquittement, 19.23

Examen de la détention, 19.92-19.96

Délai raisonnable, 19.95

Droit, 19.94

Exception, 19.92

Moment, 19.93

Objet, 19.95

Règle de preuve, 19.96

Fardeau de preuve, 19.42, 19.48

Renversement de fardeau, 19.43, 19.44, 19.48

Validité constitutionnelle, 19.45, 19.46

Imputation sur la durée de la peine, 19.122-19.141

Appel, 19.140, 19.141

Application de la Charte, 19.129, 19.132

Chevauchent des périodes de détention, 19.139

Condition difficile de détention, 19.132

Condition sévère de mise en liberté, 19.138

Crédit de la détention passée, 19.122, 19.124, 19.125, 19.128, 19.131-19.134, 19.137, 19.139, 19.140

Lien avec l'infraction, 19.135

Peine consécutive, 19.137

Peine minimale, 19.136

Pouvoir discrétionnaire du juge, 19.123, 19.130, 19.135, 19.137, 19.138

Ratio applicable, 19.124-19.131, 19.133

Refus injustifié, 19.134

Refus justifié, 19.133

Mesure d'exception, 19.22, 19.23

Ordonnance du juge, 19.22, 19.33, 19.34, 19.49, 19.85, 19.86

Accusation de meurtre, 19.25, 19.48

Continuité en cas d'infraction différente, 19.87, 19.88

Critères de décision, 19.59-19.84

Durée, 19.89

Facteurs à considérer, 19.34

Infraction à l'art. 469 *Code criminel*, 19.24, 19.25, 19.43, 19.46-19.48, 19.50, 19.88

Interdiction de communication, 19.90

Lieu de détention, 19.91

Motivation de la décision, 19.85

Principe, 19.33, 19.34, 19.37, 19.38

Voir aussi **Détention ; Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention ; Mise en liberté provisoire****Détermination de la peine**, 47.1-47.92

Droit à la peine la moins sévère garanti par la Charte, 14.70, 47.82-47.92, 51.196

Infraction continue, 47.92

Peine la moins sévère, 47.85-47.91

Peine rétroactive, 3.19, 4.25, 47.82-47.84, 47.91

Objectifs et principes, 47.41-47.72

Antécédents judiciaires, 47.60

Application de la Charte, 47.49

Circonstances aggravantes, 47.48, 47.51-47.56

- Circonstances atténuantes, 47.48, 47.52, 47.56, 47.59, 47.60
- Conséquence indirecte, 47.56-47.58
- Objectif de dénonciation, 47.43-47.47, 47.56, 47.64, 47.66, 47.69, 47.70
- Objectif de dissuasion, 47.43-47.45, 47.47, 47.51, 47.56, 47.62, 47.64, 47.66, 47.69, 47.70
- Objectif de neutralisation, 47.43
- Objectif de réhabilitation, 47.43, 47.51
- Objectif de réinsertion sociale, 47.42, 47.43, 47.51, 47.57
- Objectif de réparation aux victimes ou à la collectivité, 47.43
- Objectif de responsabilisation du délinquant, 47.43
- Pondération des objectifs, 47.43
- Principe d'harmonisation, 47.61
- Principe d'individualisation, 47.45, 47.51, 47.56, 47.57
- Principe de gradation, 47.60
- Principe de modération, 47.46, 47.48, 47.63
- Principe de parité, 47.48, 47.56, 47.57, 47.61, 47.68
- Principe de proportionnalité, 4.33, 47.2, 47.4, 47.7, 47.42, 47.49-47.52, 47.57, 47.60, 47.61
- Principe de totalité, 47.48, 47.62
- Règles législatives, 47.43-47.72
- Santé du délinquant, 47.59
- Statut autochtone, 47.64-47.72, 48.39
- Pertinence de la violation d'un droit constitutionnel de l'accusé, 47.73-47.75
- Réparation et atténuation de la peine, 47.73-47.75
- Plaidoyer de culpabilité, 24.46, 24.47
- Pouvoir discrétionnaire du juge, 47.2-47.6, 47.42
- Peine cruelle et inusitée, 47.28-47.30
- Peine maximale, 47.5, 47.6
- Peine minimale, 47.4
- Restrictions jurisprudentielles des cours d'appel, 47.31-47.40.1
- Restrictions législatives, 47.4-47.6
- Protection de la Charte contre les traitements ou peines cruels et inusités, 4.25, 4.28, 4.33, 6.99, 47.4, 47.7-47.30, 47.49, 47.76, 47.78, 47.80, 47.86, 48.39, 48.91, 48.137, 49.24, 49.32, 49.35, 51.15
- Cadre d'analyse, 47.8.1-47.10.2
- Caractère disproportionné de la peine, 47.7-47.8.1, 47.10-47.10.2, 47.13, 47.14, 47.17-47.19, 47.21, 47.26, 47.28-47.29
- Déférence à l'égard des choix du législateur, 47.10, 47.16
- Dignité humaine, 47.8-47.9.1, 47.17, 47.81
- Étapes d'évaluation, 47.17-47.21
- Étendue, 47.8
- Évolution de l'analyse, 47.13-47.16
- Exemption constitutionnelle, 47.29, 47.30
- Libération conditionnelle, 47.8, 47.9.1, 48.137
- Objectif, 47.8
- Peine cruelle et inusitée par nature, 47.8-47.9.2, 47.28, 47.28.1, 51.15
- Peine en cas de meurtre, 47.24-47.26, 48.137
- Pouvoir discrétionnaire, 47.28-47.30
- Validité de la peine, 47.4, 47.7-47.30
- Restrictions jurisprudentielles des cours d'appel, 47.31-47.40.1
- Influence significative mais limitée, 47.31-47.33
- Mécanisme pour la régulation des peines, 47.34-47.40.1
- Rôle des précédents, 3.15, 47.34-47.40.1
- Rôle de la victime, 10.6-10.8
- Voir aussi* **Absolution ; Audition sur la détermination de la peine ; Emprisonnement ; Emprisonnement avec sursis ; Entente sur le plaider ; Ordonnance de dédommagement ; Ordonnance de probation ; Peine ; Suramende compensatoire**
- Directeur et service des poursuites**, 8.5-8.7
- Voir aussi* **Ministère public**
- Directive au jury**, 33.5-33.28
- Comportement postérieur à l'infraction, 41.6-41.8
- Confession de l'accusé, 38.52
- Contenu, 33.9-33.28
- Formulation, 33.9
- Lien entre la preuve et les questions, 33.16
- Opinion sur la preuve, 33.18
- Question de droit, 33.13-33.15
- Question de fait, 33.17
- Résumé de la preuve et thèse des parties, 33.5, 33.16-33.21
- Théorie des parties, 33.19
- Verdicts possibles, 33.22-33.28
- Correction des avocats, 33.7
- Directive préliminaire du juge, 32.3
- Évaluation de la culpabilité hors de tout doute raisonnable
- Preuve contradictoire, 34.42-34.45
- Exposé objectif, 33.6
- Objectif, 33.5

- Preuve d'identification, 42.12-42.14
- Preuve de comportements sexuels antérieurs de la victime, 40.23, 40.34
- Preuve de faits similaires, 40.70, 40.75-40.79
- Preuve de mauvaise moralité, 40.2, 40.18
- Témoin à crédibilité douteuse, 29.108-29.117
- Discretion du juge, 29.111-29.113
 - Nature du témoignage, 29.110
 - Preuve confirmatoire, 29.114-29.117
 - Témoin visé, 29.110
- Version écrite, 33.8
- Voir aussi* **Conférence prédirective ; Jury**
- Discretion du poursuivant**
- Arrêt des procédures par le procureur général, 20.39-20.41
 - Décision concernant la judiciarisation d'une affaire, 8.8-8.11, 17.1
 - Arrêt des procédures, 8.8
 - Classement sans suite, 17.1, 17.2
 - Déjudiciarisation, 17.2-17.29
 - Ministère public, 8.8-8.11, 17.1
 - Retrait de l'accusation, 20.38
- Voir aussi* **Déjudiciarisation ; Poursuivant**
- Disposition réparatrice**
- Voir* **Erreur de droit**
- District judiciaire**
- Voir* **Circonscription territoriale**
- Divulgation de la preuve**
- Voir* **Communication de la preuve**
- Dommages-intérêts**
- Poursuite abusive, 8.20
- Voir aussi* **Recours constitutionnel**
- Données génétiques**
- Voir* **Prélèvement à des fins d'analyse génétique**
- Doute raisonnable, 34.34-34.48**
- Absence de preuve, 34.37, 34.39
 - Élément constitutif de l'infraction, 34.34
 - Fardeau de preuve de la défense, 34.7-34.18, 34.40
 - Fardeau de preuve de la poursuite
 - Culpabilité hors de tout doute raisonnable, 34.2-34.6
 - Moyen de défense, 34.34
- Notion, 34.34-34.39
- Certitude absolue, 34.38
 - Doute qui se justifie, 34.39
- Preuve circonstancielle, 34.48
- Preuve contradictoire, 34.41-34.47
- Démarche d'évaluation, 34.42-34.47
 - Directive au jury, 34.42-34.45
 - Évaluation sur la plausibilité, 34.41
- Preuve de fabrication, 34.46.1-34.46.3
- Déclaration antérieure de l'accusé, 34.46.1, 34.46.3
 - Témoignage de l'accusé au procès, 34.46.1, 34.46.2
- Voir aussi* **Présomption d'innocence**
- Drogue au volant**
- Voir* **Test d'intoxication au volant**
- Droit à l'avocat, 9.3, 9.86-9.111, 38.91-38.123.10**
- Application, 38.101, 38.113-38.123, 38.123.6
 - Confidentialité de la consultation, 38.119
 - Délai, 38.92, 38.93, 38.120
 - Dénigrement des conseils de l'avocat, 38.98, 38.123.7, 38.123.8
 - Devoir de facilitation, 38.113, 38.118
 - Diligence, 38.121-38.123
 - Obligation des policiers, 38.101, 38.115, 38.116
 - Pouvoir de retarder l'exercice du droit, 38.117, 38.118
- Avocat choisi par l'accusé, 9.88-9.91, 38.97, 38.98
- Avocat de garde ou de l'aide juridique, 38.94, 38.95, 38.97, 38.98
- Avocat rémunéré par l'État, 9.92-9.105, 26.26, 38.94
- Application de la Charte, 9.94, 9.95, 9.101, 9.103, 38.94
 - Complexité du procès et risques, 9.100, 9.101
 - Fardeau et procédure, 9.96, 9.97
 - Indigence, 9.92-9.94, 9.97-9.99
 - Mandat d'aide juridique, 9.93, 9.94, 9.97-9.99, 9.103
 - Réparation, 9.103-9.105
 - Requête Rowbotham, 9.94-9.96
- Droit à une représentation compétente, 9.106-9.111
- Application de la Charte, 9.106
 - Cadre d'analyse, 9.108
 - Défense de l'avocat, 9.109
 - Établissement des faits, 9.110
 - Notion d'assistance inadéquate, 9.107
 - Préjudice, 9.111
 - Procédure, 9.109

- Secret professionnel, 9.109
- Droit garanti par la Charte, 4.25, 9.86, 9.92, 9.94, 9.95, 9.101, 9.103, 9.106, 11.11, 11.33, 18.2, 28.179, 38.69-38.71, 38.74, 38.91-38.123.10
- Enquête policière, 38.69-38.71, 38.91-38.123.10
- Concept de détention, 38.72-38.86
- Information, 38.101-38.105
- Droit au silence, 38.105
- Mise en garde, 38.102-38.104
- Obligation des policiers, 38.101
- Renouvellement de la mise en garde et du droit, 38.123.1-38.123.10
- Objet, 38.92
- Règles applicables à l'adolescent, 38.124
- Règles applicables à l'automobiliste, 38.125-38.129
- Renonciation, 38.99, 38.100
- Renouvellement de la mise en garde et du droit, 38.123.1-38.123.10
- Changement de circonstances, 38.123.1
- Changement du risque couru, 38.123.1, 38.123.10
- Changement objectivement observable, 38.123.1, 38.123.2, 38.123.3, 38.123.7
- Correction de lacune, 38.123.1, 38.123.5-38.123.8
- Difficulté de compréhension, 38.123.1, 38.123.4
- Mesure additionnelle ou non usuelle d'enquête, 38.123.1, 38.123.9
- Obligation des policiers, 38.123.1
- Droit à l'interprète**, 9.49, 9.81-9.85
- Common law, 9.81
- Déclaration canadienne des droits*, 9.82
- Droit garanti par la Charte, 4.25, 9.83, 9.84
- Normes de traduction, 9.84
- Portée, 9.83
- Renonciation, 9.85
- Traduction consécutive, 9.84
- Droit à la présomption d'innocence**
- Voir* **Présomption d'innocence**
- Droit à la protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires**
- Voir* **Détention ; Enquête policière ; Mise en liberté par la police**
- Droit à la protection contre les fouilles, perquisitions et saisies abusives**
- Voir* **Enquête policière ; Fouille ; Perquisition et saisie**
- Droit à la protection contre les traitements ou peines cruels et inusités**
- Voir* **Détermination de la peine**
- Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité**
- Droit garanti par la Charte, 4.15, 4.22, 4.25-4.34, 4.70, 4.79, 5.18, 5.52, 5.53, 5.65, 6.19, 6.48, 6.66, 6.68, 6.70, 6.87, 6.97, 6.99, 9.7, 9.40, 9.44, 9.46, 9.50, 9.86, 9.94, 9.101, 9.106, 12.38, 14.6, 14.12, 14.13, 14.17, 14.39, 14.62, 14.70, 14.71, 15.33, 16.17, 18.2, 19.27, 19.129, 20.36, 20.40, 20.46, 20.48, 20.55, 20.79, 21.10, 21.30, 21.62, 21.63, 23.1, 23.37, 26.31, 26.54, 28.10, 28.15, 28.28, 28.31-28.40, 29.35, 29.39-29.41, 29.100, 29.101, 29.107, 29.141, 29.154, 30.4, 30.5, 32.35-32.37, 34.17, 38.16, 38.21, 38.45, 38.53-38.68, 43.6, 46.4, 46.5, 46.20, 47.7, 47.49, 47.73, 47.78, 47.91, 48.39, 49.16, 49.25, 49.32, 50.12, 51.23, 51.188
- Voir aussi* **Expectative de vie privée**
- Droit à un procès avec jury**
- Voir* **Choix du mode de procès**
- Droit à un procès équitable**
- Voir* **Procès équitable**
- Droit à une défense pleine et entière**
- Voir* **Défense pleine et entière**
- Droit au silence**, 38.5-38.129
- Droit garanti par la Charte, 18.2, 38.15-38.22, 38.53-38.129
- Enquête non criminelle, 38.15-38.22
- Application de la Charte, 38.16, 38.21
- Facteurs d'analyse, 38.17, 38.18
- Obligation de rendre compte, 38.15, 38.16
- Utilisation dans un procès pénal, 38.19-38.22
- Enquête pénale, 38.5-38.14
- Alibi, 38.12
- Coaccusé, 38.10
- Contre-interrogatoire sur les omissions, 38.14
- Exception à l'interdiction d'utiliser le silence, 38.10-38.14
- Interdiction d'utiliser le silence, 38.9-38.14
- Revendications répétées de cesser l'interrogatoire, 38.7, 38.8
- Silence pertinent, 38.11
- Suspect, 38.5, 38.6
- Utilité au narratif, 38.13
- Enquête policière
- Concept de détention, 38.72-38.86

- Droit à l'avocat, 38.69-38.71, 38.74, 38.91-38.123.10
 Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention, 38.69-38.71, 38.87-38.90
 Équité dans les rapports entre l'État et l'individu, 38.56-38.68
 Complémentarité avec la common law, 38.57, 38.59-38.62
 Équité dans les rapports entre l'État et l'individu, 38.56-38.68
 Intervention de l'État, 38.56, 38.63, 38.64
 Obtention de la preuve d'une manière irrégulière, 38.56, 38.65-38.68
 Portée, 38.5-38.22
 Processus judiciaire
 Protection contre l'auto-incrimination, 30.6, 38.53, 38.54
 Protection en common law, 38.23-38.52
 Règle des confessions, 38.23-38.52
Voir aussi Confession ; Déclaration antérieure de l'accusé ; Détention ; Droit à l'avocat ; Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention ; Protection contre la contraignabilité de l'accusé
- Droit criminel anglais**
Voir Historique
- Droit d'appel**
Voir Appel ; Appel devant la Cour suprême du Canada
- Droit d'être informé de l'infraction reprochée**
Voir Acte d'accusation
- Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention**
 Concept de détention, 38.72-38.86
 Connaissance du risque couru, 38.89, 38.90
 Détention aux fins d'enquête, 38.97
 Droit garanti par la Charte, 4.25, 11.11, 11.33, 18.2, 38.69-38.71, 38.87-38.90
 Objet, 38.88
 Obligation d'information, 38.88
Voir aussi Arrestation ; Détention ; Enquête policière
- Droit d'être jugé dans sa langue maternelle**, 9.49, 9.72-9.80
 Bilinguisme institutionnel, 9.73
 Choix d'une langue officielle, 9.76
 Demande, 9.74
 Demande tardive, 9.75
 Droit garanti par la Charte, 9.80
 Effet de l'ordonnance, 9.77
 Formulaire dans les deux langues officielles, 9.72
 Procès bilingue, 9.78-9.80
 Traduction de documents, 9.73, 9.77
Voir aussi Droit à l'interprète
- Droit d'être jugé dans un délai raisonnable**
Voir Délai raisonnable de la tenue du procès
- Droit d'être protégé contre l'auto-incrimination**
Voir Protection contre l'auto-incrimination
- Droit de bénéficier de la peine la moins sévère**
Voir Détermination de la peine
- Droit de ne pas être contraint de témoigner contre soi-même**
Voir Protection contre la contraignabilité de l'accusé
- Droit de ne pas être jugé de nouveau suite à un acquittement**
Voir Plaidoyer d'autrefois acquit ou convict
- Droit de ne pas être privé sans juste cause d'une mise en liberté**
Voir Mise en liberté provisoire
- Droit statutaire**, 3.1-3.4
 Preuve, 3.4
 Procédure, 3.1-3.3
- E —
- Échantillon de substances corporelles**
Voir Prélèvement à des fins d'analyse génétique ; Prélèvement corporel ; Test corporel ; Test d'intoxication au volant
- Écoute électronique**
Voir Surveillance électronique
- Empreinte digitale**
Voir Identification judiciaire
- Emprisonnement**, 47.1, 48.108-48.144
 Augmentation du temps d'épreuve, 48.127-48.130
 Facteurs à considérer, 48.129, 48.130
 Procédure, 48.127, 48.128
 Défaut de paiement d'amende, 48.109, 48.114
 Détermination de la peine
 Objectif de dénonciation, 48.115
 Objectif de dissuasion, 48.111, 48.115

- Plusieurs infractions, 48.113
- Principe de proportionnalité, 48.113
- Principe de totalité, 48.113, 48.120, 48.121
- Durée, 48.108-48.111
 - Calcul, 48.108-48.110, 8.112
 - Début de la peine, 48.108-48.110
 - Défaut de paiement d'amende, 48.109
 - Détention provisoire, 19.122-19.141, 48.112
 - Substitution à un emprisonnement avec sursis, 48.109
- Emprisonnement discontinu, 48.115, 48.116
- Libération conditionnelle, 47.8, 47.9.1, 48.145-48.148
- Modalité de la peine, 48.131-48.133
 - Interdiction de communication, 48.133
 - Variation selon le type d'établissement, 48.131, 48.132
- Peine à perpétuité, 48.110, 48.111, 48.134-48.144
 - Calcul de la durée, 48.110
 - Libération conditionnelle, 48.134-48.137
 - Meurtre au second degré, 48.135, 48.136
 - Récidive de meurtre, 48.137
 - Recommandation du jury, 48.135, 48.136
 - Réduction du délai préalable à la libération conditionnelle, 48.138-48.144
- Peine consécutive, 48.118-48.126
 - Consécutive à des événements distincts, 48.123
 - Consécutive à des infractions contre des enfants, 48.125
 - Consécutive à des infractions spécifiques, 48.127
 - Consécutive à une peine en cours, 48.122
 - Peine discrétionnaire, 48.118, 48.112-48.123
 - Peine obligatoire, 48.119, 48.125, 48.126
 - Principe de totalité, 48.120, 48.121
 - Règle d'application, 48.119
- Peine de deux ans ou plus
 - Établissement fédéral, 48.117
 - Recommandation au service correctionnel, 48.117
- Peine de moins de deux ans
 - Établissement provincial, 48.117
- Peine minimale obligatoire, 47.1, 47.4
- Voir aussi* **Emprisonnement avec sursis**
- Emprisonnement avec sursis**, 48.35-48.75
 - Condition d'ouverture, 48.38-48.40
 - Application de la Charte, 48.39
 - Exclusion de certaines infractions, 48.40
 - Peine d'emprisonnement de moins de deux ans, 48.40
 - Condition obligatoire ou facultative, 48.42, 48.59-48.64
 - Détermination de la peine
 - Détermination de la durée, 48.44, 48.45, 48.46, 48.47
 - Durée cumulative, 48.48, 48.49
 - Objectif de dénonciation, 48.38, 48.50, 48.55, 48.56, 48.58, 48.64
 - Objectif de dissuasion, 48.38, 48.50, 48.56, 48.58, 48.64
 - Objectif de réparation aux victimes ou à la collectivité, 48.35
 - Objectif de responsabilisation du délinquant, 48.35
 - Présomption d'application, 48.52, 48.53
 - Principes, 48.40-48.45, 48.50, 48.54-48.58
 - Sécurité du public, 48.40, 48.45, 48.50, 48.51
 - Statut autochtone, 48.39
 - Formalité, 48.65
 - Justice punitive et corrective, 48.35, 48.37, 48.41
 - Libération conditionnelle, 48.42
 - Manquement ou nouvelle infraction, 48.68
 - Conséquence, 48.41, 48.74, 48.75
 - Délai nécessaire à l'audition, 48.69-48.71
 - Emprisonnement, 48.41, 48.74, 48.109
 - Procédure, 48.72-48.73
 - Mécanismes similaires à la probation, 48.36
 - Modification de l'ordonnance, 48.66, 48.67
- Enfant**
- Voir* **Témoignage d'enfants**
- Enquête policière**
 - Contravention à la loi dans l'exécution des fonctions, 11.53-11.57
 - Agent civil d'infiltration, 11.56
 - Justification de l'illégalité, 11.53-11.55
 - Limite de l'illégalité, 11.57
 - Contribution citoyenne limitée, 11.2, 11.3, 39.1, 39.2
 - Pouvoir policier, 11.1-11.79
 - Application de la Charte, 11.7-11.11
 - Privilège des techniques d'enquête, 43.43, 43.44
 - Privilège non-générique, 43.4, 43.5, 43.42

- Protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires, 4.25, 11.8, 11.10, 11.11, 11.16, 11.33, 11.38, 11.40, 18.3, 18.5, 18.7, 18.18, 18.26, 18.27, 19.10, 19.18, 19.19, 19.21, 38.72, 38.74, 38.77, 48.39, 49.33
- Protection contre les fouilles, perquisitions et saisies abusives, 4.17, 4.25, 4.36, 11.43, 11.61, 11.79, 12.1, 12.10, 12.25, 12.38, 12.41, 12.42, 12.51, 12.61, 13.1-13.41, 13.48, 13.50, 13.51, 13.54, 13.60, 13.61, 13.63, 13.77, 13.79, 13.80, 13.85, 13.86, 13.91, 13.94, 13.103, 13.111, 13.114, 13.139, 14.1, 14.6, 14.12, 14.13, 14.15-14.17, 14.39, 14.65, 14.70, 15.8, 17.22, 28.178, 28.264, 43.6, 43.14
- Voir aussi* **Détention ; Détention pour fins d'enquête ; Droit à l'avocat ; Droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention ; Entrée dans une maison ; Fouille ; Fouille sans mandat ; Identification judiciaire ; Informateur de police ; Interception d'un conducteur d'une automobile ; Opération Monsieur Big ; Perquisition et saisie ; Police ; Prélèvement à des fins d'analyse génétique ; Prélèvement corporel ; Surveillance électronique ; Test corporel ; Test d'intoxication au volant ; Utilisation de chiens renifleurs**
- Enquête préliminaire**, 23.1-23.40
- Application de la Charte, 23.1, 23.4, 23.8-23.10, 23.12, 23.27, 23.37
- Audition, 23.16-23.25
- Admissibilité de la preuve, 23.23, 23.24
- Audience publique, 23.1, 23.2
- Contre-interrogatoire, 23.20, 23.25
- Ordonnance de huis clos et non-publication, 23.17
- Pouvoir du juge, 23.19
- Présence du prévenu, 23.18
- Preuve et témoin de la défense, 23.21, 23.22
- Preuve et témoin du poursuivant, 23.20
- Règles de preuve, 23.20
- Règles de preuve particulières, 23.22-23.25
- Règles de procédure et de preuve, 23.16-23.22
- Cas d'ouverture, 23.1, 23.13
- Conférence préparatoire, 23.15
- Délai, 23.14
- Délai raisonnable de la tenue du procès, 28.55, 28.56
- Demande, 23.13-23.15
- Droit constitutionnel, 23.4
- Limite des pouvoirs du juge, 23.2, 23.5-23.12
- Invalidation d'une loi, 23.10-23.12
- Réparation constitutionnelle, 23.6-23.9
- Objet, 23.3
- Renvoi à procès, 23.26-23.40
- Contrôle de la décision, 23.32-23.40
- Évaluation de la suffisance de la preuve, 23.26, 23.29, 23.30
- Infraction qui découle de la même affaire, 23.26, 23.27
- Preuve circonstancielle, 23.30
- Preuve directe, 23.29
- Renvoi à une autre infraction, 23.31
- Renvoi sans audition de témoins à l'enquête, 23.26
- Seuil de preuve, 23.28
- Valeur probante de la preuve, 23.1
- Voir aussi* **Certiorari**
- Entente sur le plaidoyer**, 24.1-24.25
- Amélioration de la pratique, 24.5, 24.6
- Avantage et inconvénient, 24.1, 24.3, 24.4, 24.15
- Facilitation pénale, 24.7, 24.8
- Rôle du juge, 24.7, 24.8
- Notion, 24.1
- Objet de discussion, 24.2
- Accusation, 24.2
- Fait de la cause, 24.2
- Sentence, 24.2
- Reconnaissance légale, 24.9-24.25
- Caractère confidentiel des discussions, 24.11
- Entente révocable, 24.22, 24.23
- Information à la victime, 24.17
- Intérêt public, 24.19
- Juge non lié, 24.9, 24.18
- Motif de rejet, 24.9, 24.20
- Raison de la suggestion commune, 24.12, 24.13
- Rejet de la suggestion commune, 24.18, 24.20, 24.21
- Répudiation par le ministère public, 24.24, 24.25
- Respect de la suggestion commune, 24.14-24.16
- Retenue judiciaire, 24.21
- Transparence de la suggestion commune, 24.10
- Voir aussi* **Plaidoyer de culpabilité**
- Entrée dans une maison**, 11.47, 11.48
- Détresse et urgence, 11.47
- Limite, 11.48
- Erreur de droit**
- Appel, 51.57, 51.67-51.83
- Absence de motivation du jugement, 35.6-35.10

- Conclusion de fait sans élément de preuve, 51.71-51.74
- Effet juridique des faits incontestés, 51.75, 51.76
- Évaluation de la preuve, 51.67, 51.69, 51.70
- Évaluation sur un mauvais principe juridique, 51.77-51.79
- Omission de considérer toute la preuve, 51.68, 51.80-51.83
- Appel d'acte criminel par l'accusé, 51.213, 51.214, 51.236-51.248
- Acquittement ou nouveau procès, 51.247, 51.248
- Disposition réparatrice, 51.237-51.244
- Irrégularité de procédure, 51.245, 51.246
- Rejet malgré l'erreur, 51.237-51.244
- Certiorari*, 23.35, 23.36
- Voir aussi Appel*
- Erreur judiciaire**
- Appel, 51.91-51.94
- Appel du verdict d'acte criminel par l'accusé, 51.213, 51.214, 51.249-51.257
- Acquittement ou nouveau procès, 51.257
- Équité du procès, 51.250-51.256
- Évaluation de la preuve, 51.252-51.256
- Nature de l'erreur, 51.250
- Voir aussi Appel*
- Exclusion de la preuve**, 28.160-28.264
- Pouvoir discrétionnaire du juge, 28.160, 28.165
- Common law, 28.165
- Valeur probante et effet préjudiciable, 28.165-28.171
- Procès équitable, 28.165-28.173
- Application de la Charte, 28.172, 28.173
- Effet préjudiciable, 28.165-28.173
- Preuve par des policiers étrangers, 28.172
- Révision d'un mandat de perquisition, 28.247-28.264
- Accès aux documents de l'autorisation, 28.254-28.256
- Amplification, 28.251, 28.252
- Contre-interrogatoire du déclarant, 28.261-28.264
- Limite de la divulgation, 28.260
- Motif insuffisant ou trompeur, 28.250
- Objet de la révision, 28.249
- Révision des documents avant la communication, 28.257-28.259.2
- Tromperie intentionnelle, 28.253
- Voir aussi Exclusion de la preuve obtenue en violation de la Charte*
- Exclusion de la preuve obtenue en violation de la Charte**, 11.9, 11.18, 21.59, 23.8, 28.161, 28.172, 28.174-28.246
- Application aux divers types de preuve, 28.222-28.237
- Déclaration de l'accusé, 28.223-28.226
- Preuve corporelle, 28.227-28.230
- Preuve dérivée, 28.232-28.237
- Preuve matérielle non corporelle, 28.231
- Condition d'obtention de la preuve, 28.174-28.181
- Lien entre la violation et l'obtention, 28.176-28.179
- Lien ténu, 28.181
- Obtention antérieure à la violation, 28.180
- Critères d'exclusion, 28.174-28.246
- Condition d'obtention de la preuve, 28.174-28.181
- Discrédit pour l'administration de la justice, 28.174, 28.182-28.221.1
- Preuve prépondérante, 28.174
- Discrédit pour l'administration de la justice, 28.174, 28.182-28.221.1
- Facteurs pertinents, 28.190-28.207
- Gravité de la conduite de l'État, 28.190-28.207
- Incidence de la violation sur les droits de l'accusé, 28.208, 28.209
- Intérêt de la société, 28.210-28.218
- Pondération finale, 28.212, 28.219-28.221.1
- Gravité de la conduite de l'État, 28.190-28.207
- Atteinte à la vie privée, 28.195, 28.196
- Bonne foi, 28.203-28.206
- Continuum de la gravité, 28.193, 28.194
- Contravention brève et cas isolé, 28.202
- Contravention technique, 28.201
- Dissociation des atteintes graves, 28.190
- Droit au silence, 28.199, 28.200
- Fouille abusive, 28.198
- Objectif systémique et prospectif, 28.191, 28.192
- Surveillance électronique, 12.61, 28.197
- Urgence, 28.207
- Intérêt de la société, 28.210-28.218
- Common law, 28.217
- Fiabilité de la preuve, 28.212, 28.217
- Gravité du crime, 28.212-28.216
- Importance pour la cause, 28.212, 28.218

- Procédure d'exclusion, 28.238-28.246
 Agent de l'État, 28.240
 Appel, 28.246
 Fardeau du demandeur, 28.242
 Fardeau du ministère public, 28.243
 Intérêt pour revendiquer l'exclusion, 28.239
 Procès, 28.241
 Reconsidération de la décision, 28.244, 28.245
 Voir-dire, 28.242, 36.6, 36.7
- Recours constitutionnel, 4.18, 4.61-4.65, 4.81, 4.85, 4.98, 11.9, 11.18, 12.61, 13.111, 13.114, 14.15, 14.39, 21.59, 23.8, 28.161, 28.172, 28.174-28.246, 36.2, 36.6, 36.7, 38.76, 38.151, 38.155, 39.19, 46.28, 51.68, 51.85, 51.86, 52.6
- Voir aussi* **Déclaration antérieure de l'accusé ; Preuve corporelle ; Preuve dérivée**
- Expectative de vie privée**
 Abandon d'un objet, 13.40
 Absence d'expectative de vie privée, 13.31-13.38
 Invitation implicite, 13.32, 13.33
 Moyen technologique, 13.34-13.38
 Attente raisonnable, 13.1-13.3, 13.7, 13.8, 13.10, 13.12-13.14, 13.16-13.20, 13.23, 13.38, 13.39
 Analyse contextuelle, 13.12-13.14
 Facteurs à considérer, 13.13, 13.14
 Objectivité, 13.17-13.20
 Caractère continu, 13.8, 13.9
 Communication privée, 13.23
 Concept de vie privée, 13.4, 13.5
 Droit sur le bien, 13.16
 Expectative réduite, 13.3, 13.39
 Fouille accessoire à l'arrestation, 11.61
 Fouille en milieu éducatif, 11.76-11.79, 13.9, 13.39, 13.43
 Inviolabilité de la personne, 14.1
 Messagerie texte, 13.24
 Passager d'un véhicule, 13.25
 Prélèvement à des fins d'analyse génétique, 14.57, 14.70
 Prise d'empreintes digitales, 14.6, 14.15
 Protection constitutionnelle, 13.1-13.41, 14.1
 Objectif, 13.1-13.3
 Protection des lieux, 13.7, 13.10, 13.12, 13.18-13.22
 Protection des personnes, 13.2, 13.4, 13.5, 13.7, 13.10-13.25
 Protection des renseignements, 13.15, 13.26-13.30
 Renonciation, 4.35-4.41, 13.20, 13.29, 13.41
- Renseignement personnel, 13.15, 13.26-13.30
 Adresse IP, 13.28
 Contrôle sur le renseignement, 13.29, 13.30
 Ordinateur, 13.27
- Voir aussi* **Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité ; Fouille ; Mandat de perquisition ; Perquisition et saisie ; Renseignement en la possession d'un tiers**
- Expertise**
 Communication de la preuve
 Obligation de la défense, 21.13, 21.14
- Voir aussi* **Témoignage de l'expert**
- Extradition**, 6.1-6.130
 Appel de la décision du juge d'extradition, 6.92, 6.123-6.127
 Droit d'appel, 6.125
 Mise en liberté pendant l'appel, 6.124
 Ordonnance, 6.127
 Pouvoir de la cour d'appel, 6.126
- Arrestation provisoire, 6.34
- Arrêté d'extradition, 6.22, 6.93, 6.117-6.122
 Changement de circonstances, 6.119
 Contenu, 6.117, 6.118
 Délai de prise d'effet, 6.120
 Extradition temporaire, 6.122
 Report de l'extradition pour accusation pendante, 6.121
- Arrêté introductif d'instance, 6.29-6.33
 Contenu, 6.33
 Double incrimination, 6.32
- Audition relative à l'incarcération, 6.22, 6.41-6.76
 Administration de la preuve, 6.44
 Application de la Charte, 6.63-6.76
 Contestation du dossier d'extradition, 6.55, 6.59, 6.60
 Délai, 6.41
 Divulgaration de la preuve, 6.71-6.74
 Dossier d'extradition, 6.44, 6.52-6.62
 Élément de preuve obtenu à l'étranger, 6.44, 6.52, 6.56
 Élément de preuve obtenu au Canada, 6.44, 6.52, 6.54-6.58
 Exercice limité de la compétence du juge, 6.65-6.68
 Garanties juridiques, 6.43, 6.69, 6.70, 6.75, 6.76
 Object, 6.45-6.47
 Ordonnance d'incarcération, 6.61, 6.62

- Ordonnance de huis clos, 6.45
 Ordonnance de libération, 6.61
 Ordonnance de non-publication, 6.45
 Ouï-dire, 6.49, 6.51, 6.54
 Preuve *prima facie*, 6.46, 6.48
 Preuve suffisante, 6.42, 6.43, 6.48, 6.49, 6.52, 6.56, 6.61
 Preuve sur des questions de Charte, 6.50
 Principe de justice fondamentale, 6.42
 Règles de preuve, 6.51-6.76
 Réparation, 6.46
 Rôle du juge d'extradition, 6.45-6.48
 Consentement, 6.39
 Décision du ministre, 6.22, 6.77-6.122
 Application de la Charte, 6.85-6.88
 Arrêté d'extradition, 6.22, 6.93, 6.117-6.122
 Critères à la décision, 6.79-6.84
 Décision politique, 6.22, 6.77, 6.78, 6.130
 Délai, 6.91
 Double criminalité, 6.79-6.82
 Double rôle du ministre, 6.22
 Droit de présenter des observations, 6.90
 Effet de l'appel de l'ordonnance d'incarcération, 6.92
 Modification de la décision, 6.119
 Motif de refus de l'extradition, 6.94, 6.96, 6.97, 6.99-6.102
 Pouvoir discrétionnaire du ministre, 6.22, 6.77, 6.78, 6.88, 6.100, 6.118, 6.130
 Processus équitable, 6.88, 6.89
 Refus de l'extradition, 6.94-6.116
 Règle de la spécialité, 6.83, 6.84
 Demande du pays requérant, 6.29
 Délai, 6.38
 Droit d'extrader, 6.1-6.4
 Évolution de la législation, 6.2-6.4
 Principes, 6.1
 Interaction entre la loi et l'accord, 6.23-6.28
 Absence d'accord, 6.28
 Accord, 6.23-6.26
 Accord spécifique, 6.23, 6.27, 6.94
 Primauté des accords, 6.94
 Limitation en vertu de la Charte, 6.5-6.20
 Liberté de circulation, 6.5
 Peine de mort, 6.17-6.20, 6.99, 6.100
 Poursuite efficace au Canada, 6.10-6.15
 Transfèrement international, 6.20
 Violation minimale et justifiée, 6.6-6.9, 9.16
 Phase judiciaire, 6.21, 6.22, 6.30-6.37, 6.41-6.76
 Arrêté introductif d'instance, 6.30-6.33
 Audition relative à l'incarcération, 6.22, 6.41-6.76
 Comparution, 6.35
 Mise en liberté ou détention provisoire, 6.36, 6.37, 6.62
 Phase ministérielle, 6.21, 6.22, 6.77-6.122
 Décision du ministre, 6.22, 6.77-6.122
 Refus de l'extradition, 6.94-6.116
 Application de la Charte, 6.94, 47.76, 47.78, 47.80
 Assurance diplomatique, 6.115, 6.116, 47.81
 Caractéristique personnel, 6.109
 Choc à la conscience, 6.99, 6.101, 6-103-6.105
 Discrimination, 6.97, 6.111, 6.112
 Extradition injuste et tyrannique, 6.101, 6.102
 Infraction à caractère politique, 6.113
 Infraction militaire mais non criminelle, 6.113
 Intérêt de l'enfant, 6.110
 Motif, 6.94-6.116
 Peine anticipée, 6.107, 6.108
 Peine de mort, 6.17-6.19, 6.98-6.100, 6.115, 47.76-47.81
 Peine plus sévère qu'au Canada, 6.108
 Perte d'un moyen de défense, 6.106
 Présomption découlant d'un traité, 6.95
 Primauté des accords, 6.94
 Protection des réfugiés, 6.111, 6.112
 Refus discrétionnaire, 6.114
 Refus obligatoire, 6.96, 6.97, 6.113
 Renonciation, 6.40
 Révision judiciaire de la décision du ministre, 6.123, 6.124, 6.128-6.130
 Mise en liberté pendant la révision, 6.124
 Ordonnance, 6.130

— F —

Faits admis*Voir Admission***Faits notoires***Voir Connaissance d'office***Faits similaires**

Preuve, 40.50, 40.52, 40.61-40.74

- Acquittement antérieur, 40.70
 Admissibilité, 40.61-40.74
 Crime commis par un groupe d'individus, 40.73
 Déclaration de culpabilité, 40.72-40.74
 Directive au jury en cas d'admissibilité, 40.70, 40.75-40.79
 Évaluation de la similitude, 40.68, 40.69
 Improbabilité d'une coïncidence, 40.61, 40.63, 40.65
 Présomption, 40.92
 Preuve de l'identification, 40.64
 Preuve de propension, 40.61-40.63, 40.66, 40.67
 Preuve de rattachement, 40.71-40.74
 Valeur probante et effet préjudiciable, 40.61-40.63, 40.67, 40.68, 40.70, 40.73, 40.74, 40.79
 Voir-dire, 40.62
- Fin de non-recevoir**
Voir **Préclusion découlant d'une question déjà tranchée**
- Fouille**
 Concept de fouille, 13.6
 Protection de la Charte contre l'abus, 4.17, 4.25, 4.36, 11.43, 11.61, 11.79, 12.1, 12.10, 12.25, 12.38, 12.41, 12.42, 12.51, 12.61, 13.1-13.41, 13.48, 13.50, 13.51, 13.54, 13.60, 13.61, 13.63, 13.77, 13.79, 13.80, 13.85, 13.86, 13.91, 13.94, 13.103, 13.111, 13.114, 13.139, 14.1, 14.6, 14.12, 14.13, 14.15-14.17, 14.39, 14.65, 14.70, 15.8, 17.22, 28.178, 28.264, 43.6, 43.14
Voir aussi **Enquête policière ; Expectative de vie privée ; Fouille sans mandat ; Mandat de perquisition ; Perquisition et saisie**
- Fouille à nu**
Voir **Fouille sans mandat**
- Fouille en milieu éducatif**
Voir **Fouille sans mandat**
- Fouille sans mandat**
 Accessoire à l'arrestation, 11.58-11.75
 Caractère non abusif, 11.58, 11.61, 11.62
 Common law, 11.58, 11.61-11.62.1, 11.62.5, 11.62.6, 11.64
 Condition, 11.58, 11.62.6
 Délai raisonnable, 11.58
 Distinction avec la fouille accessoire à la détention aux fins d'enquête, 11.29
 Domicile, 11.62.2-11.62.4, 11.62.6
 Entourage immédiat, 11.62.1-11.62.6
 Évaluation de l'ADN, 11.66-11.69
 Fouille à nu, 11.61, 11.62.4, 11.64, 11.65, 11.67, 11.69
 Fouille de cavités corporelles, 11.64, 11.65
 Fouille du téléphone cellulaire, 11.61, 11.70, 11.71
 Fouille informatique, 11.70-11.71
 Intégrité de la personne, 11.61, 11.62.3, 11.63
 Lien avec l'arrestation, 11.59, 11.60, 11.62
 Limite, 11.63
 Modalité d'application, 11.58, 11.61, 11.66
 Motif de sécurité, 11.60, 11.64, 11.69-11.72
 Norme du motif raisonnable, 11.59, 11.60, 11.62.5, 11.64
 Objectif valable, 11.60, 11.61
 Prélèvement d'échantillon corporel, 11.61, 11.63, 11.66-11.69
 Prélèvement de l'ADN d'un tiers, 11.63
 Prélèvement par écouvillonnage du pénis, 11.62.4, 11.67, 11.68
 Respect de la vie privée, 11.58, 11.61, 11.62.1-11.62.6
 Urgence, 11.62, 11.64
 Accessoire à la détention aux fins d'enquête, 11.17, 11.18, 11.29-11.32
 Caractère raisonnable, 11.29-11.32
 Common law, 11.29
 Distinction avec la fouille accessoire à l'arrestation, 11.29
 Droit limité, 11.29-11.32
 Fouille par palpation, 11.17, 11.18, 11.29, 11.31
 Modalité d'application, 11.30
 Motif de sécurité, 11.29-11.32
 Milieu éducatif, 11.76-11.79
 Application de la Charte, 4.10, 11.77, 11.79
 Expectative de vie privée, 11.76, 11.77
 Intervention par les autorités scolaires, 11.76-11.79
 Motif raisonnable, 11.76-11.78
 Objet en vue, 11.72-11.75
 Application, 11.74
 Common law, 11.72
 Exigence, 11.73
 Utilisation de chiens renifleurs, 11.49-11.52
Voir aussi **Détention pour fins d'enquête ; Fouille ; Utilisation de chiens renifleurs**
- Frais**
 Appel, 26.48, 26.49, 26.60
 Frais contre l'État, 26.55

Personne non accusée, 26.60
 Poursuite par voie de mise en accusation, 26.46
 Pourvoi devant la Cour suprême, 26.51, 26.52
 Pouvoir du juge, 26.44-26.60
 Common law, 26.44, 26.53
 Compétence inhérente, 26.44, 26.47, 26.53
 Pouvoir de réparation en vertu de la Charte, 26.44, 26.47
 Principe de la gratuité, 26.44
 Procédure sommaire, 26.47
 Recours extraordinaire, 26.50
 Réparation constitutionnelle, 26.56-26.58, 26.60
 Sanction de l'avocat, 26.44, 26.53, 26.54

— G —

Gendarmerie royale du Canada

Voir Police

— H —

Habeas corpus, 52.88-52.133

Délai raisonnable de la tenue du procès, 28.7
 Droit garanti par la Charte, 52.92, 52.97, 52.107
 Frais, 26.50
 Motif d'irrecevabilité, 52.111-52.121
 Absence d'intérêt actuel, 52.114, 52.115
 Autorité de la chose jugée, 52.116
 Déclaration de culpabilité fondée et valide, 52.120, 52.121
 Pouvoir discrétionnaire du juge, 52.117-52.119
 Procédure d'examen complet, 52.111-52.113
 Motif d'ouverture, 52.102-52.110
 Continuation de détention inconstitutionnelle, 52.108-52.110
 Procédure, 52.122-52.133
 Révision de détention, 52.88-52.101
 Concept de détention, 52.93, 52.94
 Condition de détention, 52.100, 52.101
 Détention illégale, 19.20
 Libération conditionnelle, 52.100, 52.101
 Mise en liberté, 52.95-52.99

Historique

Droit criminel anglais, 1.1-1.24
 Classification des infractions, 1.11
 Codification du droit criminel au Canada, 1.22-1.24

Common law, 1.21, 1.23, 1.24
 Compensation de la victime, 1.3, 1.4
 Introduction au Canada et au Québec, 1.17-1.24
 Organisation d'un système de cour de justice, 1.3-1.10
 Peines, 1.4, 1.13, 1.14
 Pouvoir d'arrestation des citoyens, 1.8
 Procédure, 1.5, 1.7, 1.9, 1.10, 1.12, 1.15
 Vengeance privée, 1.3

— I —

Identification judiciaire, 14.5-14.18

Absence d'obligation, 14.5
 Identification des criminels, 14.5-14.18
 Adolescent, 14.18
 Application de la Charte, 14.6, 14.12, 14.13, 14.15-14.18
 Atteinte raisonnable, 14.6
 Common law, 14.6, 14.11
 Constitutionnalité, 14.6
 Expectative de vie privée, 14.6, 14.15
 Limite, 14.11
 Méthode d'identification, 14.9, 14.10
 Personne inculpée ou reconnue coupable, 14.7, 14.8
 Prise d'empreintes digitales, 14.6, 14.9
 Publication des renseignements, 14.10, 14.14
 Rétention et destruction des empreintes, 14.14-14.18
 Usage de la force nécessaire, 14.10
 Utilisation des empreintes digitales, 14.12, 14.13
 Identification en salle de cour, 42.4
 Parade d'identification, 14.2, 14.3
 Procédure policière, 42.4, 42.3

Voir aussi **Preuve d'identification**

Indépendance des tribunaux, 5.13-5.43

Application de la Charte, 3.23, 5.16, 5.18, 5.42
 Assise constitutionnelle, 5.14-5.18
 Caractéristiques, 5.22-5.43
 Impartialité, 5.13, 5.21
 Importance et objectif, 5.13
 Inamovibilité, 5.22-5.27
 Abolition d'un tribunal, 5.27
 Destitution, 5.23
 Dimension individuelle, 5.23-5.26
 Dimension institutionnelle, 5.27

Juge suppléant, 5.24, 5.25
 Juge surnuméraire, 5.26
 Indépendance administrative, 5.22, 5.41-5.43
 Juge à temps partiel, 5.20, 5.21
 Principe de la séparation des pouvoirs, 5.19, 5.32
 Sécurité financière, 5.22, 5.28-5.40
 Conclusion judiciaire face à la réponse
 insatisfaisante, 5.38-5.40
 Dimension individuelle, 5.28, 5.29
 Dimension institutionnelle, 5.30-5.40
 Mécanisme indépendant de rémunération, 5.31-5.34
 Recours limité aux tribunaux, 5.35-5.37
 Variation du traitement autorisé, 5.30

Indicateur de police

Voir **Informateur de police**

Informateur de police

Privilège, 43.27-43.41
 Anonymat, 43.37
 Common law, 43.27
 Défense pleine et entière de l'accusé, 43.34
 Démonstration de l'innocence de l'accusé, 43.35
 Détenue conjointe du privilège, 43.33
 Fin illégitime, 43.38
 Immunité, 43.30
 Perte du statut, 43.31
 Privilège générique, 43.3
 Procédure pour faire lever le privilège, 43.36
 Protection de l'identité, 21.41, 43.27-43.30, 43.32-
 43.34, 43.37, 43.39
 Publicité des débats, 43.39-43.41

Infraction

Voir **Acte criminel ; Classification des infractions ;
 Infraction sommaire**

Infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire

Voir **Infraction sommaire**

Infraction sommaire

Compétence des tribunaux, 5.57, 5.62, 5.63
 Circonscription territoriale, 5.108, 5.113
 Distinction avec acte criminel, 5.44, 5.45, 5.51
 Infraction mixte ou hybride, 5.50
 Mode de poursuite, 5.51-5.53
 Plaidoyer d'autrefois acquit ou convict, 24.63, 24.64

Présence de l'accusé au procès, 9.69

Voir aussi **Appel ; Prescription**

Interception d'un conducteur d'une automobile, 11.33-11.46

Application de la Charte, 11.33, 11.34, 11.36, 11.38,
 11.40, 11.43, 11.44
 Contrôle routier annoncé, 11.34, 11.35
 Contrôle routier non annoncé, 11.36-11.39
 Droit à l'avocat, 38.125-38.129
 Évolution de l'interception et motifs subséquents,
 11.45, 11.46
 Interception au hasard, 11.40-11.43
 Motif précis, 11.14-11.16, 11.33
 Infraction criminelle, 11.43, 11.44
 Sécurité routière, 11.42-11.44
 Pouvoir en vertu de la common law, 11.33, 11.34, 11.36
 Pouvoir en vertu de la loi, 11.33, 11.34, 11.37, 11.38

Interception des communications privées, 12.2-12.58

Autres formes de surveillance électronique, 12.57,
 12.58
 Dispositif de localisation, 12.58
 Enregistreur de numéros de téléphone, 12.58
 Communication pendant le mariage, 29.72
 Condition d'autorisation du mandat, 12.16-12.20
 Administration de la justice, 12.16, 12.17
 Nécessité aux fins d'enquête, 12.16, 12.18-12.20
 Gangstérisme et terrorisme, 12.33
 Infraction criminelle, 12.2, 12.3
 Installation d'équipement, 12.21-12.23
 Maison d'habitation, 12.22, 12.23
 Mandat d'écoute électronique, 12.12-12.33
 Clause omnibus, 12.27-12.29
 Condition, 12.16-12.20
 Contenu de l'autorisation, 12.25, 12.26
 Déclaration à l'appui de la demande, 12.14
 Demande *ex parte*, 12.13, 12.14
 Document relatif à la demande, 12.15
 Enquête sur une infraction visée, 12.12
 Période de validité, 12.24
 Personne et lieu connus et inconnus, 12.27-12.29
 Procédure de droit commun, 12.12-12.33
 Mécanisme de reddition, 12.30-12.32, 12.39-12.41
 Avis à la personne ciblée, 12.30, 12.31
 Rapport annuel, 12.32
 Moyen d'interception, 12.9

Notion d'interception, 12.4-12.6
 Notion de communications privées, 12.7, 12.8
 Procédure en cas d'urgence, 12.34-12.45
 Constitutionnalité, 12.38-12.42
 Interception avec autorisation, 12.43-12.45
 Interception sans autorisation, 12.34-12.42
 Protection du secret professionnel de l'avocat, 12.46-12.49
 Surveillance participative, 12.50-12.56
 Consentement, 12.50, 12.51, 12.53, 12.54, 12.56
 Constitutionnalité, 12.51, 12.52
 Cueillette de preuve, 12.54, 12.55
 Protection des agents d'infiltration, 12.56
 Validité constitutionnelle, 12.10, 12.11
 Application de la Charte, 12.3, 12.10, 12.11, 12.23, 12.33, 12.38, 12.41, 12.51, 12.52, 12.56
 Minimisation de l'atteinte à la vie privée, 12.11

Voir aussi **Surveillance électronique**

Interdiction de l'attaque collatérale, 52.1-52.13
 Absence de déconsidération de la justice, 52.8
 Contrôle judiciaire, 52.9-52.12
 Décision prononcé *ex parte*, 52.5-52.7
 Exception, 52.4
 Principe, 52.1-52.3
 Procédure, 52.13

Interprète

Voir **Droit à l'interprète**

Interrogatoire

Antécédents judiciaires des témoins, 39.14
 Déclaration antérieure des témoins, 39.12-39.50
 Déclaration incompatible, 39.20-39.24, 39.26, 39.27, 39.29-39.39, 39.47, 39.49
 Exigence de fiabilité, 39.43-39.50
 Exigence de nécessité, 39.43
 Mise en preuve aux fins de prouver le contenu, 39.40-39.50
 Procédure, 39.44-39.46
 Rafraîchissement de la mémoire, 39.1, 39.4, 39.12, 39.16-39.19
 Répudiation, 39.40-39.43
 Déroulement du témoignage des témoins, 29.137-29.140
 Commentaire sur la crédibilité d'un autre témoin, 29.140
 Question interdite, 29.139, 29.140

Question suggestive, 29.137, 29.138
 Question sur les faits en litige ou pertinent au litige, 29.139

Témoin délateur, 39.15

Voir aussi **Contre-interrogatoire ; Réinterrogatoire**

Inviolabilité de la personne

Application de la Charte, 14.1
 Exception prévue par la loi
 Identification judiciaire, 14.5-14.18
 Prélèvement à des fins d'analyse génétique, 14.57-14.77
 Test d'intoxication au volant, 14.19-14.56
 Expectative de vie privée, 14.1
 Principe, 14.1-14.4

Voir aussi **Identification judiciaire ; Prélèvement à des fins d'analyse génétique ; Prélèvement corporel ; Test d'intoxication au volant**

Issue estoppel

Voir **Préclusion découlant d'une question déjà tranchée**

— J —

Jeune contrevenant

Voir **Système de justice pénale pour les adolescents**

Juge, 26.1-26.60

Conférence préparatoire, 26.22-26.24
 Devoir d'assistance à l'accusé sans avocat, 26.25-26.33
 Application de la Charte, 26.31
 Degré d'assistance, 26.28, 26.29
 Évaluation de l'assistance, 26.32, 26.33
 Intervention sur la preuve et les droits, 26.30
 Limite, 26.31
 Vérification préalable, 26.27
 Incapacité, 26.2-26.4
 Partialité
 Recours en prohibition, 52.59-52.65
 Pouvoir sur l'instance, 26.5-26.21
 Admissibilité de la preuve, 26.10
 Audience conjointe, 26.21
 Common law, 26.17
 Délai raisonnable, 26.13, 26.14
 Gestion du procès, 26.8-26.16
 Juge de gestion, 26.17-26.21
 Limite, 26.15

- Nomination d'un *amicus curiae*, 3.37, 9.4, 9.42, 26.5-26.7
- Procédure ordonnée, 26.11, 26.13
- Reconsidération d'une décision, 26.16
- Rôle, 26.1, 26.8, 26.10, 26.11, 26.14, 26.19
- Déroulement du témoignage de témoins, 29.130-29.135
- Facilitation pénale, 24.7, 24.8
- Voir aussi* **Conférence prédirective ; Conférence préparatoire ; Directive au jury ; Frais ; Jury ; Outrage au tribunal**
- Jugement**
- Motivation, 35.1-35.14
- Absence de motivation, 35.5-35.10
- Common law, 35.2
- Crédibilité des témoins, 35.5
- Décision prononcée oralement séance tenante, 35.7, 35.11-35.14
- Erreur de droit, 35.6-35.10
- Évaluation globale, 35.7
- Examen des motifs en appel, 35.6, 35.8-35.10
- Fondement du verdict, 35.4
- Motif suffisant, 35.3, 35.7
- Obligation de motiver, 35.1-35.10
- Voir aussi* **Appel**
- Juré**
- Voir* **Jury**
- Jury**, 27.1-27.67
- Appel des candidats, 27.18-27.20
- Juré suppléant ou supplémentaire, 27.18-27.20
- Procédure, 27.18
- Application de la Charte, 27.9, 27.10, 27.13, 27.21, 27.27, 27.61
- Avantage, 27.2
- Composition, 27.1
- Délibération
- Assistance du juge aux questions du jury, 33.29-33.34
- Common law, 27.64
- Secret du délibéré, 27.64-27.67
- Séquestration, 27.48
- Enquête sur les candidats jurés, 27.36-27.45
- Partage des résultats, 27.36, 27.37, 27.44, 27.45
- Formation, 27.13-27.17
- Contestation du tableau des jurés, 27.14
- Demande pour cause d'inhabilité ou d'exemption, 27.15
- Dispense, 27.16
- Mise à l'écart, 27.13, 27.17
- Objectif, 27.13
- Influence extérieure, 27.46, 27.49-27.60
- Avortement du procès, 27.59, 27.60
- Libération du juré, 27.55-27.58
- Obligation du juge de faire enquête, 27.50-27.53
- Pouvoir discrétionnaire du juge, 27.48
- Isolement pendant le procès et le délibéré, 27.46-27.48
- Pouvoir discrétionnaire du juge, 27.48
- Séquestration, 27.46-27.48
- Libération et remplacement d'un juré, 27.55-27.58, 27.61-27.63
- Conséquence, 27.63
- Motif, 27.55-27.58, 27.61
- Personne exclu, 27.11, 27.12
- Demande d'exclusion, 27.15
- Exemption, 27.8, 27.9, 27.12
- Inhabilité, 27.8, 27.9, 27.11
- Procès devenu inéquitable
- Impasse du jury, 28.292
- Intervention auprès du jury, 28.291
- Question en l'absence du jury, 28.3-28.6
- Non-publication des débats, 28.4-28.6
- Récusation, 27.21-27.35
- Récusation motivée, 27.13, 27.16, 27.17, 27.21, 27.23-27.35
- Récusation péremptoire, 27.21, 27.22
- Récusation pour partialité, 27.35
- Connaissance d'office, 27.30-27.32
- Détermination de la partialité, 27.34, 27.35
- Motif de partialité, 27.25, 27.26
- Possibilité réaliste de partialité, 27.27-27.33
- Pouvoir discrétionnaire du juge, 27.26, 27.28, 27.34
- Présomption d'impartialité, 27.1
- Preuve nécessaire, 27.30
- Règle de l'unanimité du jury, 34.54-34.67
- Rôle, 27.1-27.7
- Détermination de la peine, 27.7, 48.135, 48.136
- Importance, 27.1, 27.2
- Juge des faits, 27.3-27.6
- Sélection des personnes aptes, 27.8-27.10
- Caractère aléatoire de la liste, 27.10

Liste de candidats, 27.8
 Représentativité, 27.9, 27.10
 Tableau de candidats-jurés, 27.8

Voir aussi **Conférence prédictive ; Directive au jury ; Verdict**

— L —

Loi constitutionnelle de 1867, 2.1-2.11

Compétence des tribunaux inférieurs, 2.8-2.11
 Compétence des tribunaux supérieurs, 2.7-2.11
 Compétence fédérale, 2.1-2.4
 Effets accessoires sur les champs de compétence provinciale, 2.3
 Compétence provinciale, 2.5, 2.6
 Administration de la justice, 2.1, 2.4, 2.5, 2.7

— M —

Mandamus, 52.74-52.87

Application, 52.74
 Motif d'irrecevabilité, 52.82-52.85
 Droit d'appel, 52.83-52.85
 Pouvoir discrétionnaire du juge, 52.82
 Motif d'ouverture, 52.75-52.81
 Défaut d'exercer un devoir, 52.75
 Défaut présumé, 52.79-52.81
 Exercice d'une discrétion, 52.76-52.78
 Procédure, 52.86, 52.87

Mandat d'arrestation

Contenu, 18.41
 Durée, 18.42
 Exécution, 18.42, 18.43
 Intérêt public, 18.40
 Maison d'habitation, 18.28, 18.30, 18.31, 18.35-18.39
 Exigence, 18.35-18.39
 Validité, 18.42
 Visa, 18.42, 19.5

Voir aussi **Arrestation avec mandat**

Mandat de perquisition, 13.64-13.85

Appareil stockant des données, 13.137-13.143
 Application de la Charte, 13.139
 Assistance d'un tiers, 13.143
 Attente élevée de vie privée, 13.138
 Autorisation expresse, 13.139, 13.140

Exécution ciblée, 13.142

Modalité, 13.141

Application de la Charte, 13.48, 13.50, 13.51, 13.54, 13.60, 13.61, 13.63, 13.77, 13.79, 13.80, 13.85

Common law, 13.45, 13.48, 13.61-13.63

Exclusion de la preuve

 Révision du mandat, 28.247-28.264

Exigence constitutionnelle, 13.42-13.63

 Autorisation légale, 13.48

 Autorisation préalable, 13.50-13.53

 Exécution non abusive, 13.42, 13.60-13.63

 Information de tiers, 13.58, 13.59

 Législation non abusive, 13.49-13.59

 Lieu investi, 13.44

 Motif raisonnable, 13.55-13.59

 Objectif du mandat, 13.43

 Procédure judiciaire, 13.54

 Urgence de la situation, 13.45-13.47

 Valeur probante d'une information de tiers, 13.58, 13.59

 Variation selon le contexte, 13.43-13.47

Obtention de renseignements, 13.80-13.85

 Condition préalable de l'autorisation, 13.85

 Exigence, 13.81, 13.82

 Limite, 13.84

 Objet, 13.83

Perquisition pour trouver une chose, 13.64-13.79

 Autorisation, 13.76, 13.77

 Choix, 13.65, 13.66

 Condition législative de droit commun, 13.64-13.79

 Contemporanéité, 13.72

 Demande d'autorisation, 13.67

 Description des choses à trouver, 13.71

 Exécution, 13.78, 13.79

 Lieu, 13.73-13.75

 Nature des choses à trouver, 13.69, 13.70

 Télémandat, 13.68

Voir aussi **Exclusion de la preuve ; Fouille sans mandat ; Perquisition et saisie ; Produits de la criminalité ; Secret professionnel avocat-client ; Travail journalistique**

Mandat pour prélèvement à des fins d'analyse génétique

Voir **Prélèvement à des fins d'analyse génétique**

Mandat pour prélèvement d'échantillons de sang

Voir **Test d'intoxication au volant**

Mauvaise moralité*Voir* **Preuve de mauvaise moralité****Mesure de rechange**, 17.2-17.26

Accusation possible, 17.14

Admissibilité

Preuve suffisante et admissible, 17.12, 17.13

Reconnaissance de responsabilité, 17.11

Décision, 17.8-17.10

Information obtenue, 17.17

Accès, 17.21-17.24

Application de la Charte, 17.22

Communication, 17.20

Conservation, 17.18, 17.19

Dossier, 17.18, 17.19

Production en preuve, 17.25

Utilisation des informations, 17.20-17.26

Infraction de gravité moindre, 17.2

Nature, 17.16

Règles applicables, 17.3

Voir aussi **Déjudiciarisation ; Système de justice pénale pour les adolescents****Ministère public**, 8.1-8.28

Choix du mode de poursuite, 5.51-5.55

Conflit d'intérêts, 8.25-8.28

Directeur et service des poursuites, 8.5-8.7

Procureur, 8.5

Procureur général, 8.2, 8.5

Rôle de poursuivant, 8.1-8.11

Indépendance, 8.3, 8.4

Indépendance des activités de police et de poursuite, 8.3, 11.5

Intervention judiciaire limitée, 8.11

Pouvoir discrétionnaire, 8.8-8.11

Rôle devant la cour, 8.12-8.24

Fonction quasi judiciaire, 8.12, 8.14-8.18

Immunité relative, 8.19-8.21

Impartialité, 8.12, 8.17, 8.19, 8.22, 8.23

Intérêt public, 8.13, 8.14

Poursuite abusive, 8.20

Violation des droits, 8.22-8.24

Voir aussi **Discrétion du poursuivant ; Poursuivant****Mise en liberté par la police**

Arrestation avec mandat, 19.5

Citation à comparaître, 19.17

Comparution, 19.16

Mandat non visé, 19.16

Mandat visé, 19.5

Promesse de comparaître, 19.17

Arrestation sans mandat, 19.1-19.4

Citation à comparaître, 19.1, 19.2, 19.12

Promesse de comparaître, 19.1, 19.2, 19.12

Sommatation de comparaître, 19.1, 19.2, 19.12

Condition, 19.8

Prévenu autochtone, 19.8

Prévenu de populations vulnérables, 19.8

Protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires, 4.25, 11.8, 11.10, 11.11, 11.16, 11.33, 11.38, 11.40, 18.3, 18.5, 18.7, 18.18, 18.26, 18.27, 19.10, 19.18, 19.19, 19.21, 38.72, 38.74, 38.77, 48.39, 49.33

Refus, 19.6-19.10

Circonstances, 19.7-19.10

Danger, 19.7

Défaut injustifié, 19.10

Intérêt public, 19.7

Voir aussi **Citation à comparaître ; Comparution ; Détention provisoire ; Enquête policière ; Promesse de comparaître ; Sommatation de comparaître****Mise en liberté pendant l'appel**, 51.122-51.156

Annulation de l'ordonnance, 51.153-51.156

Décision

Condition de l'ordonnance, 51.144, 51.145

Instruction pour hâter l'audition en cour d'appel, 51.146

Refus, 51.146

Demande, 51.123-51.128

Détention, 51.124-51.126

Moment de présentation, 51.123

Facteurs à considérer, 51.129-51.143

Confiance du public envers l'administration de la justice, 51.134, 51.136-51.142

Fardeau de la preuve, 51.129

Force des moyens d'appel, 51.129-51.132

Intérêt public, 51.129, 51.134-51.143

Public visé, 51.143

Respect de l'ordonnance, 51.129, 51.133

Sécurité du public, 51.134, 1.135

Modification de l'ordonnance, 51.152

Ordonnance de nouveau procès, 51.128

Procédure, 51.122
 Renvoi par le poursuivant, 51.127
 Révision de la décision, 51.147-51.151
 Survenance de faits nouveaux, 51.150, 51.151
Voir aussi Appel

Mise en liberté provisoire
 Audition, 19.49-19.58
 Ajournement, 19.51
 Interdiction d'aborder les faits de la cause, 19.57, 19.58
 Ordonnance de non-communication, 19.52
 Ordonnance de non-publication, 19.53, 19.54
 Preuve, 19.55, 19.56
 Caution, 19.39-19.41
 Déclaration, 19.40
 Condition, 19.23, 19.29-19.33, 19.35-19.38, 19.49, 19.97-19.99
 Caractère raisonnable, 19.37, 19.38
 Effet cumulatif, 19.38
 Engagement à verser une somme d'argent, 19.99
 Nécessité, 19.38
 Obligation financière, 19.33, 19.98
 Critères de décision, 19.59-19.84
 Confiance envers l'administration de la justice, 19.65-19.84
 Constitutionnalité, 19.68-19.73
 Prévention de la fuite, 19.60
 Protection du public, 19.61-19.64
 Droit garanti par la Charte, 4.25, 19.10, 19.26-19.32, 19.46, 19.64, 19.67, 19.69, 19.71, 19.78
 Cautionnement raisonnable, 19.28-19.32
 Condition, 19.29-19.32
 Présomption d'innocence, 19.26, 19.27
 Fardeau de preuve, 19.33, 19.42-19.44, 19.48
 Validité constitutionnelle, 19.45, 19.46
 Notion, 19.22
 Omission de se conformer à l'ordonnance, 19.104-19.108
 Non-respect des conditions et récidive, 19.107, 19.108
 Omission sans dommages, 19.105, 19.106
 Ordonnance du juge, 19.22, 19.23, 19.33, 19.34, 19.97-19.103
 Critères de décision, 19.59-19.84
 Durée, 19.101-19.103
 Facteurs à considérer, 19.34

 Prévenu autochtone, 19.33
 Principe, 19.33, 19.34, 19.37, 19.38
 Prise d'effet, 19.100
 Plaidoyer de non culpabilité, 19.47
 Révision de l'ordonnance, 19.109-19.121
 Révision en cas de survenance de faits nouveaux, 19.116-19.121
 Révision proprement dite, 19.110-19.115
Voir aussi Confiscation ; Détention provisoire

— N —

Négociation de plaidoyer

Voir Entente sur le plaidoyer

Non-contraignabilité de l'accusé

Voir Droit au silence ; Protection contre la contraignabilité de l'accusé

Notaire

Voir Secret professionnel avocat-client

— O —

Obligation de prêter serment, 29.24, 29.25

 Mensonge sous serment, 29.31

Voir aussi Témoignage d'enfants

Obligation de témoigner, 29.20-29.31

 Coaccusé, 29.39-29.41

 Application de la Charte, 29.39-29.41

 Protection contre l'auto-incrimination, 29.40

 Conjoint de l'accusé, 29.69-29.73

 Common law, 29.70, 29.71

 Contraignabilité, 29.73

 Inhabilité, 29.70

 Interception des communications privées, 29.72

 Privilège des communications pendant le mariage, 29.69, 29.71-29.73

 Témoin, 29.20-29.31

 Assignation, 29.22, 29.23

 Contestation, 29.28

 Contrainte, 29.21, 29.22

 Habilité à témoigner, 29.26

 Omission de répondre, 29.27

 Sanction du refus, 26.43, 29.29, 29.30

Voir aussi Obligation de prêter serment ; Protection contre l'auto-incrimination ; Témoignage des témoins

Opération Monsieur Big

- Règle des confessions, 38.46-38.52
 - Abus des procédures, 38.48, 38.51
 - Danger de l'aveu non fiable, 38.47
 - Directive au jury, 38.52
 - Objectif et méthode de l'opération, 38.46
 - Règle d'admissibilité, 38.48-38.51
 - Valeur probante et effet préjudiciable, 38.48-38.50

Voir aussi Confession

Ordonnance d'exclusion des témoins

- Contamination des témoignages, 29.18

Ordonnance de blocage

Voir Produits de la criminalité

Ordonnance de communication de données

Voir Communication de données

Ordonnance de confiscation

Voir Confiscation ; Produits de la criminalité

Ordonnance de dédommagement, 48.96-48.107

- Capacité de payer, 48.104, 48.105
- Combinaison avec une autre peine, 48.107
- Défaut de paiement, 48.107
- Demande, 48.103
- Détermination de la peine
 - Objectif de réinsertion sociale, 48.105
 - Objectif de responsabilisation du délinquant, 48.105
 - Principe de proportionnalité, 48.96, 48.106
 - Principe de totalité, 48.96, 48.106
- Domage visé, 48.99-48.102
- Suspension pendant l'appel, 51.178
- Victime visée, 48.98

Ordonnance de huis clos, 29.81-29.85

- Fardeau de préjudice, 29.3, 29.85
- Intérêt de l'administration de la justice, 29.3, 29.82
 - Dimension constitutionnelle, 29.83, 29.84

Ordonnance de non-publication, 29.86-29.88

- Fardeau de préjudice, 29.3
- Infraction à caractère sexuel, 29.86
 - Application de la Charte, 29.86
- Intérêt de l'administration de la justice, 29.3, 29.87
- Pouvoir discrétionnaire du juge, 29.88
- Pouvoir inhérent des tribunaux, 29.89-29.93

Effet bénéfique, 29.89, 29.90, 29.92

Pondération, 29.92, 29.93

Risque sérieux, 29.89-29.91

Ordonnance de prélèvement à des fins d'analyse génétique

Voir Prélèvement à des fins d'analyse génétique

Ordonnance de préservation des données

Voir Préservation des données

Ordonnance de probation, 48.8-48.34

- Application extraterritoriale, 48.30
- Condition assortie à l'ordonnance, 48.8-48.10, 48.28
 - Condition obligatoire et facultative, 48.20-48.24, 48.29, 48.32, 48.33
- Condition d'ouverture, 48.11
- Détermination de la peine
 - Combinaison avec une amende et un emprisonnement, 48.17
 - Durée, 48.19
 - Objectif de dissuasion, 48.10, 48.34
 - Objectif de réinsertion sociale, 48.10
 - Peine de moins de deux ans, 48.13-48.16
 - Probations concurrentes, 48.12
- Entrée en vigueur, 48.18
- Formalité, 48.31
- Manquement ou nouvelle infraction, 48.9, 48.33, 48.34
- Modification, 48.32
- Nature de la probation, 48.8-48.10
- Organisation, 48.29
- Toxicomanie, 48.25-48.27

Ordonnance de *procedendo*, 28.9**Ordonnance de restitution**

Voir Restitution du bien saisi

Ordonnance préventive, 16.1-16.17

- Ordonnance prévue par la common law, 16.16, 16.17
- Ordonnance prévue par le *Code criminel*, 16.1-16.15
 - Audition, 16.8
 - Comparution et mise en liberté, 16.6, 16.7
 - Condition de l'engagement, 16.10-16.14
 - Décision, 16.9
 - Dénonciation, 16.2-16.5, 16.7
 - Engagement de garder la paix, 16.2, 16.9-16.15
 - Manquement à un engagement, 16.15
 - Modification d'un engagement, 16.15

Prévention de comportements futurs, 16.1-16.3
Procédure, 16.4, 16.5

Ordre de préservation des données

Voir **Préservation des données**

Organisation des tribunaux, 5.1-5.12

Cour d'appel, 5.1, 5.11

Cour du Québec, 5.1, 5.9

Chambre criminelle et pénale, 5.9

Chambre de la jeunesse, 5.9

Cour municipale, 5.1, 5.8

Cour supérieure, 5.1, 5.10

Cour suprême du Canada, 5.12

Nomination des juges, 5.3, 5.4, 5.14

Juge de paix, 5.1, 5.5-5.7

Nomination des juges, 5.2-5.4, 5.14

Voir aussi **Compétence des tribunaux ; Indépendance des tribunaux**

Ouï-dire, 44.1-44.90

Admissibilité, 44.1

Analyse raisonnée, 44.10-44.41

Consentement des parties, 44.1

Contre-interrogatoire, 44.27, 44.32, 44.34, 44.35

Déclaration admissible, 44.17

Erreur ou mensonge, 44.36, 44.37

Exigence de fiabilité, 39.18, 39.57, 44.10-44.18, 44.24-44.41

Exigence de nécessité, 44.10-44.23

Fiabilité d'ordre procédural, 44.30-44.33

Fiabilité du déclarant, 44.26

Fiabilité substantielle, 44.28, 44.29

Non-disponibilité du témoignage, 44.19

Preuve corroborante et contexte, 44.38-44.41

Répudiation d'une déclaration, 39.40, 39.41

Valeur probante et effet préjudiciable, 44.16

Admission, 37.1

Common law, 39.40, 39.41, 44.1, 44.16

Déclaration antérieure des témoins, 39.3, 39.5, 39.10, 39.18, 39.40, 39.41, 39.57

Définition, 44.3-44.6

Exception de la common law, 44.42-44.62

Acte manifeste en matière de complot, 44.57-44.62

Déclaration contre l'intérêt pénal de son auteur, 44.51, 44.52

Déclaration faite par un tiers en présence de l'accusé, 44.45-44.50

Droit à un procès équitable, 44.55, 44.56

État d'esprit du déclarant, 44.53, 44.54

Res gestae, 44.43, 44.44

Extradition

Audition relative à l'incarcération, 6.49, 6.51, 6.54

Preuve documentaire, 44.63-44.90

Cas spécifiquement autorisés, 44.83-44.87

Condamnation d'un tiers et complicité, 44.88-44.90

Document d'une institution financière, 44.77

Document privé, 44.66, 44.68, 44.78-44.81

Document public, 44.64, 44.68, 44.70-44.75, 44.78-44.81

Exception de la common law, 44.63-44.66, 44.68, 44.69

Exception statutaire, 44.67-44.90

Préavis, 44.76

Rapport d'une enquête policière, 44.82

Principe de l'inadmissibilité, 44.1-44.9

Absence de possibilité de contre-interrogatoire, 44.7

Ouï-dire documentaire, 44.9

Ouï-dire implicite, 44.8

Outrage au tribunal

Application de la Charte, 26.37, 26.38

Compétence des tribunaux

Cour inférieure, 26.40, 26.41

Cour supérieure, 26.39

Juge de paix à l'enquête préliminaire, 26.41

Infraction ou sanction alternative, 26.42

Pouvoir du juge, 26.34-26.43

Common law, 3.22, 26.34, 26.40

Procédure, 26.37, 26.38

Refus de témoigner, 26.43, 29.19, 29.30

Tribunal pour adolescents, 5.132

— P —

Parade d'identification

Voir **Identification judiciaire**

Pardon

Voir **Clémence**

Participation aux procédures

Juge, 29.12

- Participant, 29.10
- Participation à distance
Moyen technologique, 29.9, 29.11-29.17
Témoignage éloigné, 29.13-29.17
- Présence physique, 29.10
- Peine**, 48.1-48.148
Peine de mort, 6.17-6.19, 6.98-6.100, 6.115, 47.76-47.81
Voir aussi **Absolution** ; **Amende** ; **Appel** ; **Audition sur la détermination de la peine** ; **Délinquant à contrôler** ; **Délinquant dangereux** ; **Détermination de la peine** ; **Emprisonnement** ; **Emprisonnement avec sursis** ; **Entente sur le plaidoyer** ; **Ordonnance de dédommagement** ; **Ordonnance de probation** ; **Suramende compensatoire**
- Perquisition et saisie**, 13.1-13.143
Accès au dossier de la saisie, 13.115-13.120
Common law, 13.115
Dossier scellé, 13.116, 13.118, 13.120
Facteurs à considérer, 13.117, 13.118
Modification de l'ordonnance, 13.119, 13.120
Concept, 13.6
Protection de la Charte contre l'abus, 4.17, 4.25, 4.36, 11.43, 11.61, 11.79, 12.1, 12.10, 12.25, 12.38, 12.41, 12.42, 12.51, 12.61, 13.1-13.41, 13.48, 13.50, 13.51, 13.54, 13.60, 13.61, 13.63, 13.77, 13.79, 13.80, 13.85, 13.86, 13.91, 13.94, 13.103, 13.111, 13.114, 13.139, 14.1, 14.6, 14.12, 14.13, 14.15-14.17, 14.39, 14.65, 14.70, 15.8, 17.22, 28.178, 28.264, 43.6, 43.14
Saisie illégale
Réparation, 13.111
Saisie légale, 13.101-13.110
Application de la Charte, 13.103
Common law, 13.101
Délai de rétention, 13.105-13.110
Dépôt d'accusations criminelles, 13.110
Détenue nécessaire, 13.104, 13.105
Examen par le juge, 13.104
Expiration de la période de rétention, 13.108, 13.109
Ordonnance de détention, 13.105, 13.110
Prolongation du délai de rétention, 13.106, 13.107, 13.110
Rapport au juge, 13.102, 13.103
Voir aussi **Communication de données** ; **Enquête policière** ; **Expectative de vie privée** ; **Fouille** ; **Mandat de perquisition** ; **Préservation des données** ; **Produits de la criminalité** ; **Restitution du bien saisi**
- Photographie**
Voir **Preuve audiovisuelle et électronique**
- Pièce au dossier de la cour**
Accès, 29.4-29.8
Contrôle par les tribunaux, 29.4
Demande des médias, 29.6, 29.7
Évaluation d'une demande, 29.5
Recours, 29.8
- Plaidoirie**, 32.34-32.45
Application de la Charte, 32.35-32.37
Défense, 32.43, 32.44
Droit de réplique, 32.38
Moyen de défense, 32.35
Obligation de correction du juge, 32.45
Ordre de présentation, 32.36, 32.37
Poursuite, 32.39-32.42
Droit de réplique, 32.38
- Plaidoyer d'autrefois acquit ou convict**, 24.48-24.64
Acquittement, 24.56-24.61
Acquittement au mérite, 24.56, 24.57
Common law, 24.56, 24.57
Mise en péril de l'accusé, 24.58, 24.61
Appel, 24.51
Arrêt des procédures et acquittement, 24.62
Droit de ne pas être jugé de nouveau suite à un acquittement, 4.25, 6.76, 14.70, 24.48, 24.52, 24.54, 24.56, 47.84, 47.89, 47.91, 51.11
Identité des infractions, 24.49-24.55
Procédure sommaire, 24.63, 24.64
- Plaidoyer de culpabilité**, 24.26-24.47
Aveu judiciaire, 24.27
Conséquence, 24.27, 24.28
Détermination de la peine, 24.46, 24.47
Plaidoyer à une autre infraction, 24.41
Procès avec jury, 24.42
Refus, 24.40
Retrait, 24.28, 24.30, 24.43
Appel, 24.44, 24.45
Validité, 24.29-24.39
Caractère volontaire et non équivoque, 24.30-24.32
Compréhension des conséquences, 24.28, 24.30, 24.33-24.37
Fait justifiant le plaidoyer, 24.30, 24.40
Suggestion commune, 24.30, 24.38, 24.39
- Voir aussi* **Entente sur le plaidoyer**

Plaidoyer de non-culpabilité

Conséquence, 24.26

Plea bargaining*Voir Entente sur le plaidoyer***Police, 7.1-7.22**

Commissaire à la déontologie policière, 7.20-7.22

Contrôle des corps policiers du Québec, 7.20-7.22

Plainte du public, 7.20-7.22

Corps de police spécialisé, 7.19

Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), 7.19

Unité permanente anticorruption (UPAC), 7.19

Gendarmerie royale du Canada, 7.1-7.7

Contrôle, 7.6, 7.7

Discipline internet, 7.6

Plainte du public, 7.7

Rôle et organisation, 7.4, 7.5

Mission policière, 11.1

Police autochtone, 7.18

Pouvoir d'enquête, 11.1-11.79

Abus et responsabilité, 11.4, 11.7

Application de la Charte, 11.7-11.11

Atteinte à la liberté de l'individu, 11.12, 11.13

Common law, 11.7, 11.8, 11.10, 11.12-11.75

Contravention à la loi dans l'exécution des fonctions, 11.53-11.57

Contrôle de la conduite des policiers, 11.4, 11.7-11.11

Indépendance des activités de police et de poursuite, 8.3, 11.5

Limitation en vertu de la Charte, 11.7-11.11, 11.13

Pouvoir discrétionnaire de la police, 11.5-11.7

Sources, 11.7

Rôle, 11.1

Service de police municipal, 7.13-7.17

Sûreté du Québec, 7.8-7.12

Service de police de la Ville de Montréal, 7.16, 7.17

*Voir aussi Enquête policière***Poursuite***Voir Poursuivant***Poursuite sommaire***Voir Infraction sommaire***Poursuivant**

Arrêt des procédures par le procureur général, 20.39-20.41

Contrôle des tribunaux sur l'abus de procédures, 20.42-20.71

Définition, 20.28

Poursuivant privé, 20.29

Procureur général, 20.28-20.32

*Voir aussi Abus de procédures ; Accusation ; Discretion du poursuivant ; Ministère public***Préclusion découlant d'une question déjà tranchée, 28.296-28.308**

Condition d'application, 28.299, 28.300

Limite, 28.305-28.308

Réciprocité, 28.301-28.303

Verdict concernant un tiers, 28.304

Préenquête*Voir Accusation***Prélèvement à des fins d'analyse génétique, 14.57-14.77**

Application de la Charte, 14.62, 14.65, 14.70, 14.71

Atteinte à l'intégrité physique, 13.11, 13.44, 13.54, 14.57, 14.62

Constitutionnalité, 13.11, 14.57, 14.65, 14.66, 14.70, 14.71

Déclaration de culpabilité, 14.59, 14.67-14.77

Appel, 14.77

Audition, 14.71

Banque de données génétiques, 14.59, 14.67

Constitutionnalité, 14.70, 14.71

Infraction primaire, 14.72, 14.73

Infraction secondaire, 14.72, 14.74-14.76

Modalité, 14.71

Omission de se conformer à l'ordonnance, 14.71

Ordonnance de prélèvement, 14.68, 14.69-14.71, 14.73-14.77

Enquête policière, 14.59-14.66

Condition du mandat, 14.61

Devoir d'informer, 14.63

Fouille accessoire à l'arrestation, 11.63, 11.66-11.69

Mandat judiciaire, 14.58, 14.60

Modalité d'exécution des prélèvements, 14.61-14.63

Motif raisonnable, 14.61

Prélèvement autorisé, 14.62

Respect de la vie privée, 14.63

Utilisation des substances et des résultats de l'analyse, 14.64

Validité constitutionnelle, 14.65, 14.66

Prélèvement corporel

Prélèvement externe, 14.58

Prélèvement interne, 14.57

Validité constitutionnelle, 14.57

Voir aussi **Prélèvement à des fins d'analyse génétique ; Test d'intoxication au volant**

Prescription, 20.72-20.79

Acte criminel, 5.47, 5.48, 20.72, 20.76, 20.79

Effet, 5.49, 20.75, 20.76

Abus de procédures, 20.69, 20.70

Renonciation, 5.49, 20.77, 20.78

Infraction sommaire, 5.47, 5.48, 20.69, 20.70, 20.72, 20.75, 20.76, 20.78

Période préinculpatoire, 20.79

Application de la Charte, 20.79

Rétroactivité d'une loi, 20.73, 20.74

Présence de l'accusé au procès, 9.49-9.85

Droit d'être présent au procès, 9.49

Droit garanti par la Charte, 9.50

Renonciation, 9.50

Violation du droit, 9.53-9.58

Présence cognitive, 9.49, 9.70-9.85

Aptitude à subir le procès, 9.70, 9.71

Droit à l'interprète, 9.49, 9.81-9.85

Droit d'être jugé dans sa langue maternelle, 9.49, 9.72-9.80

Présence physique, 9.49, 9.52-9.69

Absence autorisée, 9.59-9.69

Acte criminel, 9.52

Désignation d'un avocat, 9.59

Esquive après le début de l'audition, 9.68

État de santé, 9.51

Exclusion ou éloignement de l'accusé, 9.65

Infraction sommaire, 9.69

Présence à distance, 9.60-9.64

Règle, 9.52

Sanction de l'absence, 9.67

Témoignage par commission rogatoire, 9.66

Voir aussi **Droit à l'interprète ; Droit d'être jugé dans sa langue maternelle**

Préservation des données, 13.121-13.124

Mécanisme, 13.122-13.124

Ordonnance, 13.124

Ordre, 13.123

Présomption d'innocence, 34.1-34.18

Droit garanti par la Charte, 4.25, 14.70, 19.27, 34.1, 34.12-34.15, 34.17, 34.18

Fardeau de preuve de la défense, 34.7-34.18, 34.40

Application de la Charte, 34.12-34.15, 34.17, 34.18

Déduction conforme au bon sens, 34.7

Fardeau de persuasion, 34.9

Fardeau de présentation, 34.10, 34.11

Infraction réglementaire, 34.16-34.18

Présomption de droit, 34.8

Présomption de fait, 34.7

Renversement de fardeau, 34.12-34.14

Trouble mental, automatisme et intoxication extrême, 34.15

Fardeau de preuve de la poursuite, 34.2-34.6

Admissibilité d'éléments de preuve, 34.5, 34.6

Common law, 34.2

Culpabilité hors de tout doute raisonnable, 34.2-34.6

Distinction entre fait et preuve, 34.3

Évaluation de la preuve, 34.4

Infraction réglementaire, 34.16-34.18

Mise en liberté provisoire, 19.26, 19.27

Application de la Charte, 19.27

Principe, 34.1

Common law, 34.1

Protection contre l'auto-incrimination, 30.6

Voir aussi **Doute raisonnable ; Verdict**

Preuve

Défense, 32.13-32.18

Absence de témoins, 32.17

Choix des témoins, 32.17

Contrôle de la conduite, 32.14

Inférence, 32.17

Ingérence, 32.15, 32.16

Ordre de présentation des témoins, 32.18

Pleine réponse et défense, 32.13, 32.14

Réouverture d'enquête, 32.32, 32.33

Réplique, 32.23

Témoignage de l'accusé, 32.18

Destruction

Abus de procédures, 20.68

- Fait dispensé de preuve, 37.1-37.14
 - Admission 37.1-37.5
 - Connaissance d'office, 37.6-37.14
- Poursuite, 32.6-32.10
 - Contre-preuve, 32.19-32.27
 - Division de la preuve, 32.10
 - Fardeau de la preuve, 32.1
 - Obligation d'offrir un récit complet, 32.6
 - Prérogative du juge, 32.9
 - Production de témoins, 32.7-32.9
 - Réouverture d'enquête, 32.28-32.31
- Voir aussi* **Admissibilité de la preuve ; Admission ; Communication de la preuve ; Comportement postérieur à l'infraction ; Conduite indigne de l'accusé ; Connaissance d'office ; Contre-preuve ; Déclaration antérieure de l'accusé ; Déclaration antérieure des témoins ; Exclusion de la preuve ; Expertise ; Faits similaires ; Ouï-dire ; Présomption d'innocence ; Preuve audiovisuelle et électronique ; Preuve corporelle ; Preuve d'identification ; Preuve de comportements sexuels antérieurs de la victime ; Preuve de mauvaise moralité ; Preuve dérivée ; Preuve matérielle ; Preuve préconstituée ; Privilège de confidentialité ; Produits de la criminalité ; Réouverture d'enquête ; Surveillance électronique ; Témoignage d'enfants ; Témoignage de l'accusé ; Témoignage de l'expert ; Témoignage des témoins ; Test d'intoxication au volant**
- Preuve audiovisuelle et électronique, 45.1-45.5**
 - Admissibilité, 45.2, 45.3
 - Preuve matérielle, 45.1
 - Utilité, 45.1, 45.4
 - Reconstitution, 45.4
 - Valeur probante et effet préjudiciable, 45.2, 45.5, 45.5
- Preuve corporelle**
 - Exclusion de la preuve, 28.227-28.230
 - Admissibilité, 28.230
 - Évaluation globale, 28.229
- Voir aussi* **Exclusion de la preuve obtenue en violation de la Charte ; Test corporel**
- Preuve d'expert**
 - Voir* **Expertise ; Témoignage de l'expert**
- Preuve d'identification, 42.1-42.16**
 - Complexité, 42.5
 - Connaissance de l'accusé, 42.9, 42.10
 - Directive au jury, 42.12-42.14
 - Évaluation objective, 42.6, 42.7
 - Évaluation par le juge, 42.11
 - Faits similaires, 40.64
 - Identification en salle de cour, 42.4
 - Motivation de la décision, 42.15, 42.16
 - Procédure policière d'identification, 42.4, 42.3
 - Témoin oculaire d'un inconnu, 42.8
 - Trait de dissimilitude, 42.7
- Preuve de comportements sexuels antérieurs de la victime, 40.19-40.37**
 - Admissibilité limitée, 40.19-40.26
 - Critères d'admissibilité, 40.27-40.37
 - Common law, 40.20, 40.23, 40.27
 - Demande, 40.28
 - Juge
 - Directive au jury, 40.23, 40.34
 - Motivation de la décision, 40.33
 - Rôle, 40.33
 - Procédure d'admissibilité, 40.29-40.32
 - Relation préexistante, 40.35-40.37
 - Valeur probante et effet préjudiciable, 40.20, 40.21, 40.32, 40.34
- Preuve de conduite indigne de l'accusé**
 - Voir* **Conduite indigne de l'accusé**
- Preuve de faits similaires**
 - Voir* **Faits similaires**
- Preuve de mauvaise moralité, 40.1-40.79**
 - Directive au jury, 40.2, 40.18
 - Preuve de bonne réputation par l'accusé, 40.3-40.8
 - Nature, 40.3-40.5
 - Ouverture à la réfutation par la poursuite, 40.3, 40.7, 40.8
 - Preuve de caractère de l'accusé par le ministère public, 40.38-40.60
 - Contre-interrogatoire sur les antécédents judiciaires, 40.38-40.49
 - Preuve de conduite indigne, 40.50-40.60
 - Preuve de la mauvaise réputation d'un tiers par l'accusé, 40.9-40.17
 - Preuve d'un coaccusé, 40.16
 - Preuve d'un témoin, 40.17
 - Preuve visant la victime, 40.14, 40.15
 - Responsabilité d'un tiers, 40.11-40.13
 - Preuve du caractère inadéquat de l'enquête policière par l'accusé, 40.18

Principe, 40.1
Voir aussi **Antécédents judiciaires ; Conduite indigne de l'accusé ; Faits similaires ; Preuve de comportements sexuels antérieurs de la victime**

Preuve dérivée
 Admissibilité, 28.232-28.237, 38.147
 Common law, 28.233, 38.147-38.150
 Possibilité de découverte nonobstant la violation, 28.233-28.236, 38.151
 Déclaration antérieure de l'accusé, 38.147-38.151
 Protection contre l'auto-incrimination, 29.64
Voir aussi **Exclusion de la preuve obtenue en violation de la Charte**

Preuve documentaire
Voir **Oui-dire**

Preuve matérielle
 Preuve matérielle non corporelle
 Admissibilité, 28.231

Preuve préconstituée
 Common law, 38.143-38.146
 Exception, 38.144-38.146
 Déclaration antérieure de l'accusé, 38.143-38.146
 Défense d'alibi, 24.14

Preuve testimoniale
Voir **Témoignage d'enfants ; Témoignage de l'accusé ; Témoignage de l'expert ; Témoignage des témoins**

Privilège avocat-client
Voir **Secret professionnel avocat-client**

Privilège de confidentialité, 43.1-43.84
 Entente sur le plaidoyer, 24.11
 Intérêt public, 43.2
 Privilège générique, 43.1, 43.3
 Privilège non générique, 43.1, 43.4, 43.5
 Critères de common law, 43.4
 Preuve prépondérante, 43.4
Voir aussi **Communication médecin-patient ; Informateur de police ; Privilège des techniques d'enquête policière ; Privilège relatif au litige ; Secret d'État ; Secret professionnel avocat-client ; Travail journalistique**

Privilège de l'informateur de police
Voir **Informateur de police**

Privilège de la communication médecin-patient
Voir **Communication médecin-patient**

Privilège de la Couronne
Voir **Secret d'État**

Privilège de non-incrimination
Voir **Protection contre l'auto-incrimination**

Privilège des techniques d'enquête policière, 43.43, 43.44
 Common law, 43.43
 Privilège non-générique, 43.4, 43.5, 43.42

Privilège journalistique
Voir **Travail journalistique**

Privilège relatif au litige
 Limite à l'obligation de divulgation, 21.19, 21.41-21.43

Privilège relatif aux conjoints
Voir **Obligation de témoigner**

Probation
Voir **Ordonnance de probation**

Procédure abusive
Voir **Abus de procédures**

Procédure publique, 29.1-29.8
 Common law, 29.2
 Dimension constitutionnelle, 29.2, 29.3
 Ordonnance discrétionnaire, 29.2, 29.3
 Fardeau de l'intérêt et du préjudice, 29.3
 Ordonnance de huis clos, 29.81-29.85
 Ordonnance de non-publication, 29.86-29.88
Voir aussi **Ordonnance de huis clos ; Ordonnance de non-publication ; Pièce au dossier de la cour**

Procédure sommaire
Voir **Infraction sommaire**

Procès
 Déroulement, 32.1-32.45
 Ajournement, 32.1
 Contre-preuve, 32.19-32.27
 Directive préliminaire du juge, 32.3
 Exposé préliminaire de la défense, 32.5
 Exposé préliminaire de la poursuite, 32.4
 Fardeau de la preuve, 32.1

- Incapacité du juge, 26.2-26.4
- Plaidoirie, 32.34-32.45
- Preuve de la défense, 32.13-32.18
- Preuve de la poursuite, 32.6-32.10
- Réouverture d'enquête, 32.28-32.33
- Réplique, 32.23
- Requête pour verdict imposé ou en non-lieu, 32.11, 32.12
- Gestion
 - Audience conjointe, 26.21
 - Juge de gestion, 26.17-26.21
 - Pouvoir du juge, 26.8-26.16
 - Procédure ordonnée, 26.11, 26.13
- Procès devant juge et jury
 - Compétence des tribunaux, 5.60, 5.61, 5.64
 - Droit constitutionnel, 5.66-5.68
- Procès devant juge seul
 - Compétence des tribunaux, 5.61, 5.65, 5.69-5.77
- Révision, 53.1-53.3
- Voir aussi* **Avortement du procès ; Choix du mode de procès ; Délai raisonnable de la tenue du procès ; Plaidoirie ; Présence de l'accusé au procès ; Preuve ; Procès équitable ; Procès séparé ; Réouverture d'enquête**
- Procès équitable**
 - Droit garanti par la Charte, 4.25, 5.16, 5.29, 5.41, 5.42, 9.77, 9.86, 9.94, 9.101, 20.79, 21.65, 26.38, 27.10, 27.13, 27.21, 28.172, 28.173, 29.2, 29.35, 29.100, 29.101, 29.107, 30.5, 32.37, 34.1, 34.13, 34.18, 40.47
 - Exclusion de la preuve, 28.165-28.173
 - Application de la Charte, 28.172, 28.173
 - Effet préjudiciable, 28.165-28.173
 - Preuve par des policiers étrangers, 28.172
- Voir aussi* **Exclusion de la preuve**
- Procès séparé**, 28.270-28.273
 - Intérêt de la justice, 28.270
 - Preuve préjudiciable contre un coaccusé, 28.271, 28.272
 - Prise d'effet différée, 28.273
- Procureur de l'accusé**, 9.7-9.35
 - Conflit d'intérêts, 9.11, 9.17, 9.21-9.35
 - Ancien client devenu témoin, 9.29-9.31
 - Déclaration d'incapacité, 9.24, 9.25
 - Implication ou témoin de l'affaire, 9.32, 9.33
 - Plaignant ancien client, 9.34
 - Question en appel, 9.35
 - Renonciation du client, 9.26
 - Représentation de coaccusés, 9.27, 9.28
- Exercice du mandat, 9.7-9.14
 - Admission de culpabilité du client, 9.12-9.14
 - Dévouement et loyauté, 9.7-9.11
 - Rôle de l'avocat, 9.9, 9.10
- Interruption du mandat, 9.15-9.20
 - Demande pour cesser d'occuper, 9.13, 9.15-9.18
 - Mandat limité, 9.15
 - Non-paiement d'honoraires, 9.19
 - Obligation déontologique, 9.17, 9.20
- Voir aussi* **Droit à l'avocat**
- Procureur de la Couronne**
- Voir* **Poursuivant**
- Procureur général**
- Voir* **Poursuivant**
- Produits de la criminalité**, 15.1-15.45
 - Confiscation, 15.1, 15.2, 15.19-15.45
 - Amende de remplacement, 15.34-15.39
 - Annulation de transactions douteuses, 15.40
 - Application de la Charte, 15.33
 - Avis préalable aux tiers, 15.21, 15.42
 - Bien devenu inutile, 15.44
 - Bien introuvable, 15.34
 - Bien utilisé pour dépenses ou frais juridiques, 15.35
 - Compétence provinciale, 15.20
 - Condition à l'émission de l'ordonnance, 15.24
 - Condition d'ouverture, 15.22
 - Détermination de la peine, 15.22, 15.26
 - Mécanisme, 15.19
 - Ordonnance, 15.21, 15.22, 15.24, 15.26, 15.27, 15.34
 - Personne en fuite ou décédée, 15.22, 15.23, 15.25
 - Présomption de fuite, 15.25
 - Preuve, 15.25-15.27, 15.32, 15.33
 - Produits reliés à une autre infraction, 15.31
 - Produits reliés à une infraction désignée, 15.27
 - Produits reliés à une infraction spécifique, 15.28-15.30
 - Protection des droits des tiers, 15.21, 15.41-15.43
 - Suspension pendant l'appel, 51.178
 - Définition, 15.1
 - Infraction désignée, 15.1
 - Mandat spécial de perquisition et de saisie, 15.3-15.5

- Critères de décision, 15.5
- Exécution, 15.5
- Objet, 15.3
- Procédure, 15.4
- Mesure conservatoire, 15.2-15.8
- Objectif, 15.2
- Ordonnance de blocage, 15.2, 15.6-15.8
 - Application de la Charte, 15.8
 - Critères de décision, 15.8
 - Effet, 15.8
 - Objet, 15.6
 - Procédure, 15.7
 - Révision judiciaire, 15.13-15.18
- Ordonnance de prise en charge, 15.9, 15.45
- Restitution du bien saisi, 15.10-15.13
- Saisie, 15.1, 15.2, 15.5
 - Délai de détention, 15.11
 - Détention, 15.10, 15.11
 - Rapport, 15.10
 - Révision judiciaire, 15.13-15.18
- Voir aussi* **Perquisition et saisie ; Restitution du bien saisi**
- Prohibition**, 52.56-52.73
 - Application, 52.56
 - Motif d'irrecevabilité, 52.66-52.69
 - Pouvoir discrétionnaire du juge, 52.66
 - Motif d'ouverture, 52.57-52.65
 - Absence de compétence, 52.56, 52.57
 - Partialité du juge, 52.59-52.65
 - Procédure, 52.70-52.73
- Promesse de comparaître**
 - Condition, 19.13
 - Contenu, 19.13
 - Dépôt d'une somme d'argent, 19.13
 - Mise en liberté, 19.1, 19.2, 19.12
 - Modification, 19.14
- Protection constitutionnelle**
Voir **Charte**
- Protection contre l'auto-incrimination**
 - Droit garanti par la Charte, 4.25, 4.28, 29.42-29.64, 29.67, 29.68, 30.5, 36.9, 38.54
 - Protection de l'accusé, 30.1-30.6
 - Droit au silence, 30.6, 38.53
 - Présomption d'innocence, 31.6
 - Privilège de common law, 30.1, 31.2
- Protection du coaccusé, 29.40
- Protection du témoin en vertu de la Charte, 29.42-29.64, 29.67, 29.68
 - Évolution de l'interprétation, 29.43-29.60
 - Preuve dérivée, 29.64
 - Règles, 29.61-29.64
 - Témoignage ou déclaration écrite sous serment, 29.42
- Protection du témoin en vertu de la loi, 29.65-29.68
 - Common law, 29.66, 29.67
 - Portée, 29.65
- Voir aussi* **Droit au silence ; Protection contre la contraignabilité de l'accusé**
- Protection contre la contraignabilité de l'accusé**, 30.7-30.12
 - Choix de témoigner, 30.11, 30.12
 - Inférence découlant des choix, 30.13-30.20
 - Common law, 30.7
 - Contrainte légale à témoigner, 30.7-30.9
 - Inhabilité à témoigner pour la poursuite, 30.7, 30.8
 - Contrainte tactique, 30.9
 - Contre-interrogatoire, 30.12
 - Droit garanti par la Charte, 4.25, 4.28, 30.5, 30.7-30.10, 38.54
 - Personne morale, 30.10
 - Protection contre la contrainte légale, 30.7, 30.8
- Voir aussi* **Droit au silence ; Protection contre l'auto-incrimination ; Témoignage de l'accusé**
- Protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires**
Voir **Détention ; Enquête policière ; Mise en liberté par la police**
- Protection contre les fouilles, perquisitions et saisies abusives**
Voir **Enquête policière ; Fouille ; Perquisition et saisie**
- Protection contre les traitements ou peines cruels et inusités**
Voir **Détermination de la peine**
- Provocation policière**
 - Demande d'arrêt des procédures, 34.75

Rapport présentenciel, 46.29-46.32

Voir aussi **Audition sur la détermination de la peine ; Détermination de la peine ; Peine**

Recommandation commune

Voir **Entente sur le plaidoyer**

Recours constitutionnel, 4.61-4.101

Atteinte aux droits et libertés garantis par la Charte, 4.15, 4.23, 4.61-4.65, 4.79, 4.81, 4.82, 4.85, 4.86, 6.63, 9.103, 13.111, 13.114, 18.5, 19.132, 20.41, 20.46, 20.47, 21.55, 21.70, 21.71, 23.6, 26.44, 26.47, 26.56, 26.57, 26.60, 47.30, 47.73, 47.74, 51.110, 52.52, 52.98

Inconstitutionnalité d'une loi, 4.65-4.80

Action déclaratoire, 4.72

Action législative, 4.64

Avis aux procureurs généraux, 4.74

Compétence d'une cour supérieure, 4.68

Effet de la déclaration, 4.75-4.80

Intérêt pour agir, 4.66, 4.67, 4.72

Interprétation constitutionnelle, 4.76

Interprétation téléologique, large et libérale, 4.77

Intervention ciblée, 4.78

Moment pour trancher la question, 4.69-4.71

Portée rétroactive, 4.75, 4.77, 4.79

Pouvoir discrétionnaire du juge, 4.70-4.72

Renvoi constitutionnel, 4.73

Suspension de la déclaration, 4.78-4.80

Réparation juste et convenable, 4.65, 4.81, 4.86-4.101

Action exécutive ou administrative, 4.64

Domages-intérêts, 4.90-4.101

Fardeau de l'État, 4.95, 4.96

Fardeau du demandeur, 4.92-4.94

Forme, 4.86

Jugement déclaratoire, 4.86, 4.95, 4.100

Nature, 4.88, 4.89

Ordonnance, 4.86, 4.88

Pouvoir discrétionnaire du juge, 4.65, 4.86-4.88

Quantum, 4.97-4.101

Tribunal compétent, 4.81-4.85

Violation d'un droit par un agent de l'État, 4.81

Voir aussi **Avortement du procès ; Exclusion de la preuve obtenue en violation de la Charte**

Recours extraordinaire, 52.1-52.133

Voir aussi **Certiorari ; Habeas corpus ; Interdiction de l'attaque collatérale ; Mandamus ; Prohibition**

Registre des délinquants sexuels, 50.1-50.12

Appel, 50.5

Assujettissement des personnes condamnées à l'étranger

Condition d'ouverture, 50.9

Demande d'exemption, 50.10

Assujettissement des personnes condamnées avant l'entrée en vigueur

Condition d'ouverture, 50.7

Demande d'exemption, 50.8

Obligation de la personne inscrite, 49.11, 49.12

Procédure d'inscription, 50.2-50.4

Durée de l'ordonnance, 50.4

Infractions visées, 50.2, 50.3

Révocation de l'ordonnance

Condition d'ouverture, 50.6

Validité constitutionnelle

Verdict de non-responsabilité, 50.12

Règle des confessions

Voir **Confession**

Règle du précédent

Charte, 3.14, 3.16

Détermination de la peine, 3.15

Modification d'un précédent, 3.7, 3.10, 3.11, 3.16-3.18

Rôle des décisions judiciaires, 3.7-3.11, 3.15

Réinterrogatoire

Déroulement du témoignage des témoins, 29.158

Question interdite, 29.158

Question suggestive, 29.158

Question sur les faits nouveaux, 29.158

Voir aussi **Contre-interrogatoire ; Interrogatoire**

Relation avocat-client

Voir **Secret professionnel avocat-client**

Relation médecin-patient

Voir **Communication médecin-patient**

Remise du bien saisi

Voir **Restitution du bien saisi**

Renseignement en la possession d'un tiers, 21.74-21.106

Communication de la preuve, 21.1, 21.2, 21.7, 21.19, 21.21, 21.27-21.30, 21.40, 21.74-21.106

Assignation devant le juge du procès, 21.80, 21.81

- Common law, 21.79
 Droit à une défense pleine et entière, 21.77, 21.81-21.84
 Facteurs à considérer, 21.83-21.85
 Pertinence probable, 21.82
 Privilège d'intérêt public, 21.74, 21.82, 21.85
 Protection de la vie privée, 21.23, 21.28, 21.36, 21.74, 21.77-21.79, 21.83-21.85
 Recours du tiers, 21.86
 Requête pour l'obtention, 21.40
 Témoin, 21.28-21.30, 21.77, 21.82
 Infraction à caractère sexuel, 21.75, 21.87-21.106
 Application de la Charte, 21.90, 21.100, 21.105
 Communication de la preuve, 21.89
 Constitutionnalité, 21.75, 21.87, 21.90, 21.100, 21.102
 Demande de communication, 21.96
 Dossier, 21.91-21.93
 Dossier thérapeutique, 21.91, 21.93, 21.94
 Droit à une défense pleine et entière, 21.101, 21.102, 21.104, 21.105
 Examen du dossier par le juge, 21.103
 Expectative de vie privée, 21.87, 21.88, 21.91, 21.93, 21.94, 21.101, 21.102
 Facteurs à considérer, 21.97-21.101
 Intérêt de la justice, 21.97, 21.101, 21.102
 Objectif du régime, 21.88
 Obligation d'information, 21.89, 21.90
 Ordonnance de communication, 21.104-21.106
 Pertinence vraisemblable, 21.96-21.99, 21.102, 21.104
 Rapport de police, 21.92
 Renseignement connu de l'accusé, 21.94, 21.95
 Utilisation par la défense, 21.76
Voir aussi **Communication de la preuve**
- Renseignement gouvernemental**
Voir **Secret d'État**
- Renseignement personnel**
Voir **Expectative de vie privée ; Renseignement en la possession d'un tiers**
- Renvoi dans une autre circonscription territoriale**
Voir **Changement de venue**
- Réouverture d'enquête, 32.28-32.33**
 Demande de la défense, 32.32
- Après l'inscription du verdict, 32.32, 32.33
 Demande de la poursuite après la défense, 32.31
 Demande de la poursuite avant la défense, 32.30
 Distinction avec la contre-preuve, 32.28
 Pouvoir discrétionnaire du juge, 32.28-32.31
- Réparation constitutionnelle**
Voir **Recours constitutionnel**
- Réplique, 32.23**
- Réputation de l'accusé**
Voir **Preuve de mauvaise moralité**
- Requête en non-lieu, 32.11, 32.12**
- Requête pour verdict imposé, 32.11, 32.12**
- Requête préliminaire, 28.1-28.308**
 Changement de venue, 28.265-28.269
 Intérêt de la justice, 28.266-28.269
 Procès séparé, 28.270-28.273
 Intérêt de la justice, 28.270
 Preuve préjudiciable contre un coaccusé, 28.271, 28.272
 Prise d'effet différée, 28.273
 Question en l'absence du jury, 28.3-28.6
 Non-publication des débats, 28.4-28.6
 Réunion ou division de l'accusation, 25.6, 28.274-28.281
 Cohérence, 28.274
 Dénonciations distinctes, 28.275
 Facteurs, 28.278
 Intention de témoigner, 28.280
 Intérêt de la justice, 28.276, 28.277
 Prise d'effet différée, 28.281
 Risque de préjudice, 28.279
Voir aussi **Avortement du procès ; Délai raisonnable de la tenue du procès ; Exclusion de la preuve ; Préclusion découlant d'une question déjà tranchée**
- Res gestae**
 Exception au ouï-dire, 44.43, 44.44
- Res judicata**
Voir **Défense de res judicata**
- Restitution du bien saisi, 13.101-13.114**
 Produits de la criminalité, 15.10-15.13

Bien devenu inutile, 15.14-15.16
 Demande, 15.12
 Garantie suffisante, 15.17
 Paiement de dépenses ou frais juridiques, 15.18
 Révision judiciaire, 15.13-15.18
 Suspension pendant l'appel, 51.178
Saisie illégale, 13.111-13.114
 Application de la Charte, 13.111, 13.114
 Critères de restitution, 13.113, 13.114
 Demande d'ordonnance d'entiercement, 13.112
 Demande par action ordinaire, 13.112
 Demande par *certiorari*, 13.112
Saisie légale, 13.101-13.110
 Application de la Charte, 13.103
 Délai de restitution, 13.102
 Dépôt d'accusations criminelles, 13.110
 Détention, 13.105-13.110
 Examen par le juge, 13.104
 Expiration de la période de rétention, 13.108, 13.109
 Modalité de restitution, 13.101
 Rapport au juge, 13.102, 13.103
 Remise du bien non nécessaire, 13.101, 13.102
Voir aussi **Perquisition et saisie ; Produits de la criminalité**
Révision du procès, 53.1-53.3

— S —

Saisie

Voir **Perquisition et saisie**

Secret d'État

Privilège de la Couronne, 43.65-43.76
 Appel, 43.72
 Common law, 43.66, 43.68
 Huis clos, 43.67
 Intérêt public, 43.66, 43.67
 Pouvoir du juge, 43.74, 43.75
 Procédure, 43.67-43.71
 Relation internationale et sécurité nationale, 21.41, 43.73
 Renseignement du Conseil privé, 43.76
 Sauvegarde de l'équité du procès, 43.71
 Suspension du procès, 43.69
 Tribunal compétent, 43.68

Secret professionnel avocat-client, 9.36, 43.6-43.26

Application de la Charte, 13.86, 13.91, 43.6, 43.14
 Avis juridique, 43.9, 43.10
 Common law, 43.6
 Compte d'honoraires, 43.15
 Détermination de la présence du privilège, 43.11, 43.12
 Droit visant la communication et les faits, 43.14
 Exception au secret, 43.17-43.26
 Démonstration de l'innocence de l'accusé, 43.2, 43.19-43.25
 Renonciation du client, 43.8, 43.17, 43.18
 Sécurité du public, 43.8, 43.26
 Interception des communications privées, 12.46-12.49
 Mandat de perquisition, 13.86-13.93
 Notaire, 43.6
 Ordonnance de communication de données, 13.133
 Preuve matérielle, 43.16
 Privilège appartenant au client, 43.8
 Privilège générique, 43.3
 Règle de fond, 43.13
 Statut de l'avocat, 43.4

Sélection des jurés

Voir **Jury**

Séparation des procès

Voir **Procès séparé**

Serment

Voir **Obligation de prêter serment**

Sommation de comparaître

Attribution par un juge, 19.15
 Dénonciation, 19.15
 Mise en liberté, 19.1, 19.2, 19.12

Sources de droit

Voir **Charte ; Common law ; Droit statutaire ; Loi constitutionnelle de 1867**

Sources journalistiques

Voir **Travail journalistique**

Sources policières

Voir **Informateur de police**

Stare decisis

Voir **Règle du précédent**

Suggestion commune*Voir Entente sur le plaidoyer***Suramende compensatoire**, 48.91-48.95

Défaut de paiement, 48.95

Emprisonnement, 48.95

Détermination du montant, 48.93

Nature, 48.92

Objectif de réparation aux victimes ou à la collectivité, 48.92

Objectif de responsabilisation du délinquant, 48.92

Paiement

Affectation de la somme, 48.95

Délai, 48.94

Modalité, 48.94, 48.95

Modification, 8.94

Validité en vertu de la Charte, 48.91

Sûreté du Québec*Voir Police***Sursis***Voir Emprisonnement avec sursis***Surveillance électronique**, 12.1-12.68

Admissibilité en preuve, 12.59-12.63

Avis raisonnable, 12.59

Exclusion de la preuve, 12.61, 28.197

Information privilégiée interceptée, 12.62, 12.63

Transcription des communications privées, 12.60, 12.60.1

Application de la Charte, 12.1, 12.3, 12.10, 12.11, 12.23, 12.33, 12.38, 12.41, 12.51, 12.52, 12.56, 12.61, 12.65, 28.197

Atteinte à la vie privée, 12.1

Minimisation de l'atteinte à la vie privée, 12.11

Droit de la cible non inculpée, 12.64-12.68

Communication des documents sous scellés, 12.65, 12.66

Document relatif à la demande, 12.15, 12.64-12.66

Enregistrement et transcription, 12.67, 12.68

Exclusion de la preuve

Révision du mandat, 28.247-28.249, 28.255

Interception des communications privées, 12.2-12.58

*Voir aussi Interception des communications privées***Surveillance participative***Voir Interception des communications privées***Système de justice pénale pour les adolescents**

Délai raisonnable de la tenue du procès, 28.66

Droit à l'avocat, 38.124

Évolution du traitement des adolescents, 5.115-5.125

Abolition du renvoi devant les tribunaux adultes, 5.122

Déjudiciarisation, 5.121

Jeune contrevenant, 5.117-5.119

Jeune délinquant, 5.115, 5.116

Recours aux peines de détention, 5.123-5.125

Système de justice, 5.120

Identification judiciaire

Empreintes digitales, 14.18

Peine applicable aux adultes, 5.135-5.139

Choix du mode de procès, 5.138

Contestation présumée, 5.137, 5.138

Demande d'assujettissement, 5.136

Détermination de la peine, 5.135

Effet d'assujettissement, 5.139

Sanction extrajudiciaire, 17.4, 17.5, 17.13

Communication d'un avertissement, 17.6

Décision, 17.8, 17.9

Nature des sanctions, 17.15

Voir aussi Tribunal pour adolescents

— T —

Tableau des jurés*Voir Jury***Témoignage**

Caractère public, 29.1

*Voir aussi Contre-interrogatoire ; Interrogatoire ; Obligation de témoigner ; Ordonnance de huis clos ; Ordonnance de non-publication ; Réinterrogatoire ; Témoignage d'enfants ; Témoignage de l'accusé ; Témoignage de l'expert ; Témoignage des témoins***Témoignage d'enfants**, 29.74-29.80

Admissibilité, 29.75

Corroboration non exigée, 29.77

Évaluation de la crédibilité, 34.20

Évaluation du témoignage, 29.76

Habileté à témoigner

Voir-dire, 29.80

Serment

Capacité mentale, 29.79

Enfant de moins de 14 ans, 29.78

Voir aussi **Témoignage vulnérable**

Témoignage d'opinion

Voir **Témoignage de l'expert ; Témoignage des témoins**

Témoignage de l'accusé

Choix de témoigner, 30.11, 30.12

Communication avec le témoin, 29.120

Déroulement, 30.21, 30.22

Contre-interrogatoire, 30.21, 30.22

Inférence découlant des choix, 30.13-30.20

Abstention de témoigner, 30.14, 30.18

Alibi, 30.20

Rejet du témoignage, 30.13

Silence de l'accusé, 30.19

Ordre des témoignages, 32.18

Voir aussi **Protection contre l'auto-incrimination ; Protection contre la contraignabilité de l'accusé**

Témoignage de l'expert, 31.1-31.42

Admissibilité, 31.6-31.29

Effet préjudiciable, 31.27

Pouvoir discrétionnaire du juge, 31.7, 31.9

Valeur probante, 31.27-31.29

Caractère objectif et impartial, 31.1, 31.21-31.23

Contestation, 31.22

Crédibilité d'un témoin, 31.17, 34.21

Critères d'admissibilité, 31.6-31.9

Absence de règle d'exclusion, 31.6, 31.18-31.20

Importance de circonscrire l'expertise, 31.8

Nécessité, 31.6, 31.11-31.17

Pertinence, 31.6, 31.10

Qualification suffisante de l'expert, 31.6, 31.21-31.26

Science nouvelle, 31.25, 31.26

Exception au droit au silence de l'accusé, 31.3

Mise en œuvre du témoignage, 31.30-31.36

Communication préalable, 31.30

Fait sous-jacent à l'opinion et le oui-dire, 31.32-31.35

Preuve des faits sous-jacents, 31.36

Utilisation des documents communiqués, 31.31

Nombre, 31.4

Reconstitution d'un événement, 31.41, 31.42

Rôle, 31.1, 31.2

Source scientifique pour le juge, 31.5

Témoin prééminent, 31.4

Voir aussi **Expertise**

Témoignage des témoins

Déroulement, 29.118-29.158

Communication avec le témoin, 29.120

Contre-interrogatoire, 29.141-29.157

Enregistrement et sténographie, 29.119

Interrogatoire, 29.137-29.140

Liberté de religion et visage couvert, 29.121-29.129

Question du jury, 29.136

Réinterrogatoire, 29.158

Rôle du juge, 29.130-29.135

Opinion, 31.1, 31.37-31.40, 34.21

Fait commun, 31.38-31.40

Ordonnance d'exclusion des témoins, 29.18, 29.19

Contamination des témoignages, 29.18

Participation à distance, 29.9, 29.13-29.17

Critères et procédure, 29.14

Moyen technologique, 29.9, 29.13-29.17

Témoin à l'étranger, 29.17

Témoin au Canada, 29.16

Reconstitution d'un événement, 31.41, 31.42

Utilisation d'un témoignage rendu dans une autre procédure, 29.32-29.38

Application de la Charte, 29.35

Contre-interrogatoire, 29.34

Équité du procès, 29.35

Pouvoir discrétionnaire du juge, 29.35

Preuve admissible, 29.33

Preuve postérieure au contre-interrogatoire, 29.36

Témoignage du policier, 29.37

Voir aussi **Contre-interrogatoire ; Interrogatoire ; Obligation de témoigner ; Ordonnance de huis clos ; Ordonnance de non-publication ; Protection contre l'auto-incrimination ; Témoignage d'enfants ; Témoin à crédibilité douteuse ; Témoin vulnérable**

Témoin

Voir **Crédibilité des témoins ; Témoignage des témoins**

Témoin à crédibilité douteuse

Mise en garde, 29.108-29.117

Discrétion du juge, 29.111-29.113

Nature du témoignage, 29.110

Preuve confirmatoire, 29.114-29.117

Témoin visé, 29.110

Témoign hostile*Voir Contre-interrogatoire***Témoign vulnérable**

Évaluation de la crédibilité, 34.20

Protection, 29.94-29.107

Application de la Charte, 29.100, 29.101, 29.107

Common law, 29.105, 29.106

Facteurs à considérer, 29.94

Huis clos, 29.95

Interdiction du contre-interrogatoire par l'accusé,
29.96

Protection de l'identité, 29.95

Témoignage à l'extérieur de la salle d'audience,
29.98-29.101

Témoignage assisté, 29.97

Version vidéo du témoignage, 29.102-29.107

*Voir aussi Témoignage d'enfants***Test corporel**, 14.1-14.77*Voir aussi Identification judiciaire ; Inviolabilité de la
personne ; Prélèvement à des fins d'analyse génétique ;
Prélèvement corporel ; Test d'intoxication au volant***Test d'intoxication au volant**, 14.19-14.56

Application de la Charte, 14.20, 14.39

Mise en preuve des résultats, 14.45-14.56

Communication de la preuve, 14.55, 14.56

Contre-interrogatoire, 14.54

Présomption concernant l'alcool, 14.48-14.50

Présomption concernant la drogue, 14.51

Présomption concernant le taux d'intoxication,
14.46, 14.47

Preuve contraire relative à l'analyse sanguine, 14.53

Preuve contraire relative à l'éthylomètre, 14.52

Preuve par certificat, 14.54

Notion de conduite, 14.21

Reconnaissance et déclaration, 14.22

Test administré à des fins de preuve, 14.32-14.45

Agent évaluateur, 14.23, 14.36-14.38

Contre-expertise, 14.40

Délai, 14.32, 14.34-14.36, 14.38, 14.41

Éthylomètre approuvé, 14.23, 14.32

Exigence pour obtenir un mandat, 14.43, 14.44

Mandat pour prélèvement d'échantillons de sang,
14.42-14.45Médecin qualifié, 14.23, 14.35, 14.36, 14.38, 14.39,
14.42-14.44

Mesure d'alcool, 14.34, 14.35, 14.37, 14.38

Mesure de drogue, 14.36, 14.38

Motif raisonnable, 14.32, 14.34-14.39, 14.41, 14.43

Prélèvement d'échantillons d'autres substances
corporelles, 14.45Prélèvement d'échantillons d'haleine, 14.35, 14.37,
14.41, 14.45Prélèvement d'échantillons de liquide buccal ou
d'urine, 14.37, 14.45Prélèvement d'échantillons de sang, 14.35-14.41,
14.42-14.44

Refus d'obtempérer, 14.33, 14.39, 14.45

Technicien qualifié, 14.23, 14.35, 14.36, 14.38,
14.39, 14.42

Utilisation des substances corporelles, 14.32

Test de dépistage, 14.24-14.31

Appareil de détection approuvé pour l'alcool
(ADA), 14.23-14.25, 14.29, 14.30

Constitutionnalité, 14.28-14.31

Épreuve de coordination, 14.25, 14.26, 14.28

Épreuve de détection pour l'alcool, 14.25

Épreuve de détection pour la drogue, 14.26

Exigence d'immédiateté, 14.24-14.26, 14.28-14.30

Motif raisonnable, 14.24-14.26, 14.29-14.31

Pouvoir des policiers, 14.24

Refus d'obtempérer, 14.27

Utilisation des résultats, 14.25, 14.26, 14.31

Théorie des actes manifestes*Voir Acte manifeste***Tiers***Certiorari*, 52.14, 52.15, 52.17, 52.50-52.55

Intervention en appel, 51.111, 51.112

*Voir aussi Ouï-dire ; Produits de la criminalité ;
Renseignement en la possession d'un tiers***Travail journalistique**

Application de la Charte, 13.94, 43.46, 43.47

Common law, 43.51, 43.54, 43.55

Mandat de perquisition, 13.94-13.100, 43.60-43.64

Condition, 43.61, 43.63

Droit de contester, 13.98

Encadrement de l'autorisation, 13.94, 13.95, 43.60

Force probante des renseignements, 13.97, 43.61,
43.64

Impact sur les activités, 13.96, 13.100

Mise sous scellé, 43.63, 43.64

Pouvoir discrétionnaire du juge, 13.99
 Ordonnance de communication de données, 13.134
 Protection des sources journalistiques, 43.45-43.64
 Admissibilité, 43.54-43.59
 Appel, 43.59
 Fardeau de preuve, 43.54
 Pondération des droits, 43.46
 Privilège non-générique, 43.4, 43.5, 43.42
 Protection législative, 43.51-43.64
 Test de Wigmore, 43.47-43.50

Tribunal

Définition, 5.58-5.63

Voir aussi **Abus de procédures ; Compétence des tribunaux ; Indépendance des tribunaux ; Organisation des tribunaux ; Outrage au tribunal ; Tribunal pour adolescents**

Tribunal pour adolescents, 5.114-5.139

Comparution, 134
 Compétence exclusive, 5.126-5.134
 Âge en cause, 5.128-5.130
 Incertitude sur l'âge, 5.131
 Outrage au tribunal, 5.132
 Cour du Québec
 Chambre de la jeunesse, 5.9
 Définition, 5.127
 Procédure sommaire pour acte criminel, 5.133

Voir aussi **Système de justice pénale pour les adolescents**

— U —

Unanimité du jury

Voir **Verdict**

Utilisation de chiens renifleurs, 11.49-11.52

Application de la Charte, 11.50
 Fouille autorisée par la common law, 11.49, 11.50
 Soupçon raisonnable, 11.49-11.52

— V —

Verdict

Culpabilité hors de tout doute raisonnable, 34.34-34.48
 Enregistrement, 34.68-34.75
 Application de la Charte, 34.68
 Common law, 34.68
 Correction du verdict, 34.71-34.75

Distinction entre verdict et enregistrement, 34.69
 Plaidoyer de culpabilité, 34.70
 Verdict du jury, 34.68, 34.69
 Évaluation de la crédibilité des témoins, 34.19-34.33
 Règle de l'unanimité du jury, 34.54-34.67
 Difficulté et impasse, 34.58, 34.59
 Droit au désaccord, 34.55
 Effet de la dissolution du jury, 34.67
 Exhortation, 34.60-34.64
 Fondement du verdict, 34.57
 Impasse persistante et dissolution, 34.66, 34.67
 Possibilité de sonder les jurés, 34.56
 Principe, 34.54
 Unanimité quant au résultat, 34.57
 Verdict ambigu, 34.65
 Requête pour verdict imposé ou en non-lieu, 32.11, 32.12
 Évaluation, 32.12
 Verdicts possibles, 34.49-34.75
 Infraction incluse, 34.50-34.53
 Tentative de commettre l'infraction, 34.49
Voir aussi **Appel ; Crédibilité des témoins ; Doute raisonnable ; Jugement ; Présomption d'innocence**

Victime, 10.1-10.8

Aide
 Loi fédérale, 10.3, 10.4
 Loi québécoise, 10.2
 Droit exceptionnel de représentation, 10.5
 Rôle, 10.1, 10.5, 10.6
 Détermination de la peine, 10.6-10.8

Voir aussi **Audition sur la détermination de la peine ; Ordonnance de dédommagement ; Preuve de comportements sexuels antérieurs de la victime**

Vie privée

Voir **Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité ; Expectative de vie privée**

Voir-dire, 36.5-36.15

Absence du jury, 36.13
 Admissibilité d'une déclaration antérieure de l'accusé, 38.130-38.135
 Admissibilité de la preuve, 36.5, 36.6
 Preuve de faits similaires, 40.62
 Étanchéité, 36.12, 36.13
 Fardeau de preuve, 36.6

Habilité d'un enfant à témoigner, 29.80
Pouvoir discrétionnaire du juge, 36.10, 36.14, 36.15
Renonciation, 36.11
Voir-dire de common law, 36.6, 36.8, 38.130-38.135

Voir-dire en vertu de la Charte, 28.242, 36.6. 36.7
Voir-dire mixte, 36.9
Voir aussi **Exclusion de la preuve obtenue en violation de la Charte**